

STANDARDS DEVELOPMENT BRANCH OMIOE



36936000009003

**RECOMMANDATIONS PROVISOIRES
SUR LA PLANIFICATION
DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES
ET SUR LES AUTORISATIONS
S'Y RAPPORTANT**

JUILLET 1989

TD
195
R2



Ontario

**Environment
Environnement**

Jim Bradley, Minister/ministre

Copyright Provisions and Restrictions on Copying:

This Ontario Ministry of the Environment work is protected by Crown copyright (unless otherwise indicated), which is held by the Queen's Printer for Ontario. It may be reproduced for non-commercial purposes if credit is given and Crown copyright is acknowledged.

It may not be reproduced, in all or in part, for any commercial purpose except under a licence from the Queen's Printer for Ontario.

For information on reproducing Government of Ontario works, please contact ServiceOntario Publications at copyright@ontario.ca

Duplicate

RECOMMANDATIONS PROVISOIRES SUR
LA PLANIFICATION DES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES
ET SUR LES AUTORISATIONS S'Y RAPPORTANT

Direction des évaluations environnementales
Ministère de l'Environnement
de l'Ontario

JUILLET 1989



Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



Manuel des politiques du ministère de l'Environnement

POLITIQUE/TITRE PLANIFICATION DES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES ET AUTORISATIONS	N° 03-04-01
<p><u>Textes officiels</u></p> <p><i>La Loi sur les évaluations environnementales</i></p>	
<p><u>Déclaration de principes</u></p> <p>La <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> a pour objet d'assurer la protection, la conservation et la gestion prudente de l'environnement grâce à une bonne planification et à la prise de décisions éclairées. La présente politique renseigne les promoteurs et les parties intéressées sur les exigences de la Loi et sur les éléments essentiels de l'évaluation environnementale.</p> <p><u>Définitions</u></p> <p>« promoteur » désigne l'organisation chargée de la planification et de la mise en oeuvre de l'entreprise.</p> <p>« partie intéressée » désigne tout membre du public ou d'un groupe d'intérêts que le projet concerne, ainsi que les examinateurs du gouvernement.</p>	
<p><u>Renseignements</u> Le directeur des Évaluations environnementales</p>	
<p><u>Date d'entrée en vigueur</u></p> <p>Le 20 juin 1989</p>	

Déclaration de principes (suite)Introduction

La présente politique décrit les cinq éléments clés d'une planification réussie en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales*. Avant d'entreprendre cette planification, le promoteur doit examiner le texte ci-joint intitulé « Recommandations provisoires sur la planification des évaluations environnementales et sur les autorisations s'y rapportant ». Les exigences de la Loi y sont expliquées ainsi que la façon dont on peut intégrer les cinq éléments clés dans la planification et la préparation de l'évaluation. On y fournit aussi des renseignements sur les modalités d'autorisation prévues par la Loi. Ces recommandations provisoires seront probablement révisées en 1990 dans le cadre du Projet d'amélioration du programme d'évaluations environnementales.

On trouvera également dans la politique du ministère de l'Environnement intitulée « Consultation préalable à la demande d'évaluation environnementale » (3.03) et dans le document connexe « Directives pour la consultation préalable à la demande d'ÉE » des renseignements sur la consultation des parties intéressées.

1. Objectifs de la politique
 - i) Décrire les exigences de la Loi et ses principes fondamentaux.
 - ii) Aider le promoteur à faire sa planification et à la documenter de manière à respecter les exigences de la Loi.
 - iii) Encourager le promoteur à repérer les problèmes et à les résoudre, dans la mesure du possible, avant de présenter officiellement son évaluation environnementale.
 - iv) Contribuer à l'efficacité du processus d'évaluation environnementale.
 - v) Réduire le temps qu'il faut pour obtenir les autorisations officielles.
2. Éléments de l'évaluation environnementale

La Loi porte sur les éléments d'une bonne planification. Pour que celle-ci soit bien réussie, l'auteur doit respecter cinq points, à savoir :

Déclaration de principes (suite)

- consulter les parties intéressées;
- examiner les solutions de rechange acceptables;
- considérer tous les aspects de l'environnement;
- évaluer systématiquement les incidences nettes sur l'environnement;
- fournir une documentation claire et complète.

2.1 Consulter
les parties
intéressées

Faire du processus de planification une entreprise de coopération avec les parties intéressées. Il est essentiel de consulter celles-ci dès le début.

Le promoteur doit chercher à faire intervenir toutes les parties intéressées le plus tôt possible afin de connaître leurs préoccupations et d'y réfléchir avant de prendre des décisions et des engagements irréversibles. À cette fin, la planification doit prévoir la participation et la contribution des parties intéressées. Cette démarche présente un certain nombre d'avantages, dont les suivants :

- faire mieux comprendre les questions environnementales avant de choisir l'entreprise, et amener le promoteur à axer sa planification sur les sujets de préoccupation;
- encourager les intervenants à cerner les problèmes et à les résoudre, dans la mesure du possible, avant la présentation officielle de l'évaluation, ce qui contribue à raccourcir les délais nécessaires pour obtenir les autorisations requises;
- favoriser l'émergence de solutions judicieuses pour l'environnement et mutuellement acceptables, en établissant des rapports positifs entre les parties à la consultation.

Déclaration de principes (suite)2.2 Envisager des solutions de rechange

Il faut envisager un nombre raisonnable de solutions de rechange.

Dans sa planification, il faut envisager des « solutions de rechange » qui permettent d'atteindre les buts du projet de manières différentes, et d'« autres façons possibles » de mettre en oeuvre une solution particulière. Il faut aussi songer à la solution qui consiste à « ne rien faire ».

2.3 Songer à tous les aspects de l'environnement

Définir et étudier les effets de chaque solution sur tous les aspects de l'environnement.

La planification doit tenir compte non seulement des incidences sur l'environnement naturel ou biophysique, mais aussi des effets sur « les conditions sociales, économiques et culturelles qui exercent une influence sur la vie de l'être humain ou sur une collectivité », leurs corrélations et les considérations techniques.

2.4 Évaluer systématiquement les incidences nettes sur l'environnement

Évaluer explicitement les solutions de rechange en fonction des avantages et des inconvénients que révèle l'analyse des effets nets.

La planification doit comporter des étapes distinctes où les solutions de rechange sont évaluées et où les effets nets sur l'environnement (soit les effets restants après atténuation ou mise en valeur) sont clairement établis pour chacune des solutions.

La prise de décision doit se faire graduellement, de manière à cerner petit à petit la meilleure solution. Cela permet d'éliminer des solutions à divers stades de la planification. Le genre de solution ou la combinaison de solutions à privilégier sont le plus souvent choisis au début du processus de planification, les décisions sur la mise en oeuvre des solutions retenues étant prises plus tard.

Déclaration de principes (suite)

Il faut considérer la nature dynamique des décisions qui ont un effet sur l'environnement. Il faut notamment être attentif à l'évolution des choses et aux informations nouvelles, en restant assez souple pour s'y adapter. Cette démarche, si elle est bien suivie, aboutit au choix de la solution privilégiée dont le bien-fondé justifie entièrement et logiquement une autorisation environnementale.

2.5 Fournir une documentation claire et complète

Dans l'évaluation, il faut s'efforcer de présenter son cheminement avec exactitude et clarté et d'en communiquer les résultats.

La démarche, la planification et la façon dont les principes de l'évaluation environnementale ont été pris en considération doivent y être bien expliqués. La clarté et la simplicité ont autant d'importance que le détail et la précision.

3. Mise en oeuvre

Le ministère de l'Environnement va appliquer la présente politique pendant la consultation préalable à la demande d'évaluation environnementale et pendant le processus d'autorisation. En tant que politique ministérielle, elle servira de fondement aux conseils donnés par le ministère pendant cette consultation préalable et à l'évaluation de la planification au cours de l'examen gouvernemental. Cet examen est un des facteurs dont le Ministre ou la Commission doivent tenir compte au moment de décider si l'évaluation est acceptable et si l'entreprise doit être autorisée.

REMARQUE

Le ministère de l'Environnement a mis sur pied le Projet d'amélioration du programme d'évaluations environnementales (PAPÉE) en vue de moderniser et d'affiner les méthodes en vigueur. À l'achèvement du projet, en 1990, il se pourrait que les recommandations provisoires soient révisées.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1.0 INTRODUCTION	1
1.1 Objet de la Loi	2
1.2 Projets soumis à une évaluation environnementale	3
1.3 Évaluations individuelles et évaluations de portée générale	4
2.0 ÉLÉMENTS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	7
2.1 Consulter les parties intéressées	7
2.2 Envisager des solutions de rechange acceptables	8
2.3 Songer à tous les aspects de l'environnement	8
2.4 Évaluer systématiquement les incidences nettes sur l'environnement	8
2.5 Fournir une documentation claire et complète	9
3.0 PROCESSUS DE PLANIFICATION	11
3.1 Énoncé de l'objectif	11
3.2 Évaluation systématique des incidences nettes sur l'environnement	13
3.3 Définition des solutions de rechange acceptables	16
3.4 Solutions de rechange	16
a) Les deux genres de solutions	17
- 1 ^{er} exemple : la gestion des déchets	17
- 2 ^e exemple : les transports	18
- 3 ^e exemple : l'énergie	18
b) Ne rien faire	18
c) La souplesse	19
3.5 Critères d'environnement et méthodes d'évaluation	20
a) Critères d'environnement	20
b) Méthodes d'évaluation	21
3.6 Collecte de données et évaluation	22
a) Environnement touché	22
b) Effets sur l'environnement	23
c) Mesures d'atténuation ou d'amélioration	24
d) Compromis, jugements de valeur et consultation	25
3.7 Description de l'entreprise	28
3.8 Fondement de l'entreprise et des solutions de rechange	29
3.8.1 Fondement	29
3.8.2 Besoin	29

4.0	L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	32
4.1	Présentation du document	32
4.2	Description de l'entreprise	34
4.3	Description de l'objet de l'entreprise	35
4.4	Description des solutions de rechange et des autres façons possibles de réaliser l'entreprise	35
4.5	Description de l'environnement touché	35
4.6	Description des effets sur l'environnement	36
4.7	Description des mesures d'atténuation ou d'amélioration	36
4.8	Évaluation des avantages et des inconvénients	36
4.9	Description et exposé du fondement de l'entreprise et des solutions de rechange	37
5.0	PROCESSUS D'AUTORISATION	38
5.1	Examen gouvernemental de l'évaluation environnementale	38
5.1.1	Processus d'examen	38
5.2	Processus décisionnel	40
a)	Acceptation de l'évaluation environnementale	40
b)	Autorisation de l'entreprise	41
c)	Trois voies décisionnelles	43
5.3	Audiences de la Commission	43
a)	Les participants à l'audience	44
b)	Les audiences de la Commission des évaluations environnementales	44
c)	Les audiences tenues en commission mixte en vertu de la <i>Loi de 1981 sur la jonction des audiences</i>	46
5.4	Le Comité consultatif des évaluations environnementales	47
5.5	Le dossier public	48
6.0	ANNEXES	
A.	Liste d'ouvrages de référence	
B.	Règlement 205/87 de l'Ontario	
C.	<i>Loi sur les évaluations environnementales</i> - Organigrammes servant à déterminer le statut des projets municipaux	
D.	Déclaration du ministre de l'Environnement sur l'application de la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> aux entreprises de production d'énergie à partir de déchets présentées par des promoteurs du secteur privé	
E.	Extraits de la décision de la commission mixte sur le projet d'aménagement d'une usine de production d'énergie à partir de déchets par SNC Inc. dans la municipalité régionale de Peel, le 24 octobre 1988	
F.	Trois voies décisionnelles	

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 - Organigramme de planification
- Tableau 2 - Degré de détail pour l'examen des solutions de rechange au cours d'une étude particulière
- Tableau 3 - Récapitulatif de l'évaluation

1.0 INTRODUCTION

Les présentes recommandations (le guide) expliquent les dispositions de la *Loi sur les évaluations environnementales* (la Loi) et ses principes fondamentaux. La Loi a pour objet d'assurer la protection, la conservation et la gestion prudente de l'environnement de l'Ontario grâce à une bonne planification et à la prise de décisions éclairées.

Le guide montre de quelle façon le ministère de l'Environnement et les commissions appliquent la Loi et en interprètent les dispositions aux audiences portant sur une évaluation environnementale. Bien qu'il présente le cadre légal de celle-ci, les indications qu'il donne n'ont que valeur de conseils. En cas de conflit ou de doute, ce sont les termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* et les règlements pris en application de cette loi qui prévalent.

Le guide se divise en cinq parties :

- o Première partie - Introduction, qui explique l'objet de la Loi et précise quels projets y sont soumis.
- o Deuxième partie - Éléments de l'évaluation environnementale; dans cette partie sont brièvement exposés les critères sur lesquels doit se fonder la planification de l'évaluation.
- o Troisième partie - Processus de planification, qui décrit le genre de planification à prévoir pour satisfaire à l'esprit et aux exigences de la Loi.
- o Quatrième partie - L'évaluation environnementale, qui expose les exigences de la Loi en matière de documentation.

- o Cinquième partie - Processus d'autorisation, qui décrit les modalités d'autorisation qui interviennent quand une évaluation environnementale est présentée.

Pour tous renseignements sur un projet particulier ou une question d'ordre général qui n'est pas abordée dans le guide, s'adresser à la Direction des évaluations environnementales au (416) 440-3450, ou encore au bureau de district ou au bureau régional du ministère de l'Environnement.

Le guide est revu et mis à jour périodiquement, pour présenter les nouveaux éléments qui se dégagent de l'application et de l'interprétation de la Loi. On y insiste particulièrement sur la planification des projets individuels et sur leur approbation. Les évaluations de portée générale sont traitées brièvement au paragraphe 1.1. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec la Direction des évaluations environnementales.

Nous accueillerons avec plaisir toute suggestion sur les moyens d'améliorer ou de clarifier le présent guide. Adresser ses observations au : Directeur, Direction des évaluations environnementales, Ministère de l'Environnement, 250, avenue Davisville, 5^e étage, Toronto (Ontario) M4S 1H2. Le ministère de l'Environnement a mis sur pied le Projet d'amélioration du programme d'évaluations environnementales (PAPÉE). Tous les commentaires et suggestions que nous recevrons seront transmis au bureau du PAPÉE pour qu'il en prenne connaissance.

1.1 Objet de la Loi

L'objet de la Loi est « [...] d'améliorer la situation des résidents de l'Ontario ou d'une partie de la province en assurant la protection, la conservation et la gestion prudente de l'environnement » grâce à une bonne planification et à la prise de décisions éclairées. Pour y parvenir, il est

primordial d'obéir à trois stipulations fondamentales de la Loi, à savoir :

- o prendre en considération l'environnement qui risque d'être affecté, c'est-à-dire les éléments naturels, sociaux, économiques, culturels et techniques [paragraphe 1c)];
- o évaluer les avantages et les inconvénients du projet et des solutions de rechange, y compris celle qui consiste à « ne rien faire » [paragraphe 5(3)];
- o veiller à ce que le public et les ministères et organismes du gouvernement aient l'occasion de transmettre leurs observations au ministre de l'Environnement avant qu'il ne décide si l'évaluation est acceptable et si le projet doit recevoir son approbation [article 7].

En résumé, une bonne planification et des décisions informées sont essentielles. Le présent guide explique quels sont les paramètres de l'évaluation environnementale et comment les appliquer à la planification.

1.2 Projets soumis à une évaluation environnementale

Tout projet auquel la Loi s'applique est appelé « entreprise » et la Loi en donne une définition générale au paragraphe 1o) :

«« entreprise » s'entend, selon le cas :

- (i) d'une entreprise ou d'une activité, ou d'un projet, d'un plan ou d'un programme relatifs à une entreprise exploitée ou à une activité exercée par Sa Majesté du chef de l'Ontario ou en son nom, par un ou plusieurs organismes publics ou par une ou plusieurs municipalités,

- (ii) d'une entreprise ou d'une activité d'affaire ou de commerce majeures ou d'un projet, d'un plan ou d'un programme relatifs à cette entreprise exploitée ou à cette activité exercée par une ou plusieurs personnes, autres que les personnes visées au sous-alinéa (i), que désignent les règlements. »

En général, la Loi s'applique à toutes les entreprises provinciales ou municipales (publiques) et à certaines catégories de projets privés expressément désignés. (Pour de plus amples renseignements sur les projets de municipalités ou d'offices de protection de la nature, consulter les annexes.) Certaines entreprises publiques peuvent être exemptées de la Loi (par ex., les travaux permanents d'entretien ou le nettoyage d'un déversement), alors que certaines entreprises privées y seront expressément assujetties par voie de désignation (par ex., les usines de transformation des déchets en énergie qui brûlent plus de 100 tonnes par jour d'ordures municipales, et les décharges d'un volume supérieur à 40 000 m³). La Direction des évaluations environnementales est à même de préciser si une entreprise particulière tombe ou non sous le coup de la Loi.

Il est important d'établir clairement, dès qu'un problème à régler ou une possibilité à exploiter est repéré, si la Loi s'applique en l'occurrence, car les projets qui lui sont soumis restent bloqués tant qu'une évaluation environnementale n'a pas été présentée et approuvée et que l'entreprise n'a pas été autorisée. Cette prévoyance aide aussi les promoteurs assujettis à la Loi à respecter les exigences de celle-ci dans leur planification.

1.3 Évaluations individuelles et évaluations de portée générale

Il y a deux genres d'entreprises : les projets individuels et les projets de même catégorie dits de portée générale. Une

évaluation individuelle précise le moment et le lieu où il est prévu de mener à bien l'entreprise. Habituellement, une évaluation générale ne précise pas le moment ni le lieu où les projets de la catégorie seront exécutés.

Évaluations individuelles

Une entreprise peut comporter un projet unique ou plusieurs projets distincts de nature similaire ou non. Ainsi, deux autoroutes séparées mais associées décrites dans une même proposition seront considérées comme des projets similaires d'une même entreprise. De même, un barrage de crue, une canalisation vers l'aval et des travaux de stabilisation de berges constituent des projets dissemblables mais peuvent faire partie d'une seule et même entreprise.

L'évaluation individuelle typique comprend un exposé des solutions de rechange envisagées, de leurs effets nets sur l'environnement et de leurs avantages et inconvénients, une explication des raisons qui ont motivé le choix du projet et une description plus détaillée du projet visé par la demande d'autorisation, de ses incidences nettes, de sa conception, de son emplacement et du calendrier préliminaire des travaux. Les modalités d'examen et d'autorisation prévues par la Loi doivent avoir lieu avant que l'entreprise ne soit autorisée officiellement.

Évaluations de portée générale

Une évaluation de portée générale doit répondre à une série d'exigences en matière de planification, lesquelles sont habituellement simplifiées et normalisées et visent seulement le groupe de projets en question. Parmi ces exigences, les suivantes sont essentielles :

- o décrire la situation (par ex., découverte d'effets inattendus sur l'environnement, vive controverse publique, etc.) qui, si elle se présente pendant la planification du projet dans le cadre de l'évaluation de portée générale, risque de disqualifier le projet, qui deviendrait dès lors une entreprise individuelle soumise aux impératifs habituels de planification, d'examen et d'autorisation inhérents à toute évaluation individuelle;
- o préciser comment les parties intéressées (y compris le public) sont informées et dans quelle mesure elles peuvent participer à la planification;
- o respecter les règles régissant le contenu du rapport d'étude que le promoteur doit présenter pour chaque projet et dans lequel sont exposées les raisons motivant la décision de poursuivre le projet.

Une évaluation de portée générale devant répondre aux mêmes critères qu'une évaluation individuelle, tout projet du premier groupe est accepté selon les termes de la Loi si le processus de planification approuvé, décrit dans l'évaluation, est suivi.

La préparation d'une évaluation de portée générale peut être amorcée par suite d'une proposition précise, mais il est également possible qu'elle intervienne même si, à ce moment-là, on n'a pas vraiment l'intention d'exécuter un projet donné. La décision d'opter pour ce genre d'évaluation dépend finalement du degré de récurrence du projet.

2.0 ÉLÉMENTS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les éléments clés d'une planification réussie, indispensable à l'autorisation du projet, sont au nombre de cinq. Ces éléments, qui seront étudiés au cours de l'examen gouvernemental, sont les suivants :

- la consultation des parties intéressées
- l'examen des solutions de rechange acceptables
- la prise en considération de tous les aspects de l'environnement
- l'évaluation systématique des incidences nettes sur l'environnement
- la présentation d'une documentation claire et complète.

2.1 Consulter les parties intéressées

Faire du processus de planification une entreprise de coopération avec les parties intéressées. Il est essentiel de consulter celles-ci dès le début.

Le promoteur doit chercher à faire intervenir toutes les parties intéressées le plus tôt possible afin de connaître leurs préoccupations et d'y réfléchir avant de prendre des décisions et des engagements irréversibles. À cette fin, la planification doit prévoir la participation et la contribution des parties intéressées. Cette démarche présente un certain nombre d'avantages, dont les suivants :

- faire mieux comprendre les questions environnementales avant de choisir l'entreprise, et amener le promoteur à axer sa planification sur les sujets de préoccupation;
- encourager les intervenants à cerner les problèmes et à les résoudre avant la présentation officielle de l'évaluation, de manière à raccourcir les délais nécessaires pour obtenir les autorisations requises;

- favoriser l'émergence de solutions judicieuses pour l'environnement et mutuellement acceptables.

2.2 Envisager des solutions de rechange acceptables

Il faut envisager un nombre raisonnable de solutions de rechange.

Dans sa planification, il faut envisager des « solutions de rechange » qui permettent d'atteindre les buts du projet de manières différentes, et d'« autres façons possibles » de mettre en oeuvre une solution particulière. Il faut aussi songer à la solution qui consiste à « ne rien faire ».

2.3 Songer à tous les aspects de l'environnement

Définir et étudier les effets de chaque solution sur tous les aspects de l'environnement.

La planification doit tenir compte non seulement des incidences sur l'environnement naturel ou biophysique, mais aussi des effets sur « les conditions sociales, économiques et culturelles qui exercent une influence sur la vie de l'être humain ou sur une collectivité », et leurs corrélations. Le degré de détail variera surtout selon l'ampleur de l'effet et le stade auquel on est rendu dans son étude.

2.4 Évaluer systématiquement les incidences nettes sur l'environnement

Évaluer explicitement les solutions de rechange en fonction des avantages et des inconvénients que révèle l'analyse des effets nets.

La planification doit comporter des étapes distinctes où les solutions de rechange sont évaluées et où les effets nets sur

l'environnement (soit les effets restants après atténuation ou mise en valeur) sont clairement établis pour chaque solution.

La prise de décision doit se faire graduellement, de manière à cerner petit à petit la meilleure solution. Cela permet d'éliminer des solutions à divers stades de la planification. Le genre de solution ou la combinaison de solutions à privilégier sont le plus souvent choisis au début du processus de planification, les décisions sur la mise en oeuvre des solutions retenues étant prises plus tard.

Il faut considérer la nature dynamique des décisions qui ont un effet sur l'environnement. Il faut notamment être attentif à l'évolution des choses et aux informations nouvelles, en restant assez souple pour s'y adapter. Cette démarche, si elle est bien suivie, aboutit au choix de la solution privilégiée dont le bien-fondé justifie entièrement et logiquement une autorisation environnementale.

2.5 Fournir une documentation claire et complète

Dans l'évaluation, il faut s'efforcer de présenter son cheminement avec exactitude et clarté et d'en communiquer les résultats.

La description écrite du processus de planification et de ses résultats constitue le document d'évaluation environnementale, communément appelé « l'évaluation ». Le processus de planification et la façon dont les principes de l'évaluation environnementale ont été pris en considération doivent y être bien expliqués. La clarté et la simplicité ont autant d'importance que le détail et la précision.

Les chapitres 3 et 4 expliquent comment intégrer ces éléments à la planification et à la préparation de l'évaluation. Par ailleurs, la politique du ministère intitulée « Consultation

préalable à la demande d'évaluation environnementale » et les directives qui l'accompagnent fournissent des renseignements sur la consultation des parties intéressées.

3.0 LE PROCESSUS DE PLANIFICATION

Dans le présent chapitre, le processus de planification est expliqué de façon à aider le promoteur à fournir les renseignements indispensables pour franchir les étapes de la planification, de l'examen et de l'autorisation. Il est essentiel de documenter et de conserver toute information nécessaire en ce qui concerne les critères, les décisions et les autres questions liées à l'évaluation et au choix des solutions de rechange, ainsi qu'à la consultation des parties intéressées. Le tableau 1 présente l'organigramme de planification.

3.1 Énoncé de l'objectif

La planification commence par un énoncé de l'objectif, c'est-à-dire du problème à résoudre ou de la possibilité à exploiter.

L'objectif est le but que le promoteur cherche à atteindre. Les solutions possibles et les critères servant à les évaluer ne doivent pas figurer dans l'énoncé de l'objectif.

Dans cet énoncé, il est important de donner une définition assez large pour pouvoir envisager, pendant la planification, un nombre assez grand de solutions de rechange. Au cours de la planification, il est possible d'y apporter des précisions ou bien de le modifier à la lumière des nouveaux renseignements qui se seront dégagés. Il est nécessaire de justifier les changements apportés à l'objectif et de fournir les raisons qui les ont motivés.

À la fin de la planification, le promoteur doit définir l'objectif de la solution retenue, c'est-à-dire de « l'entreprise », et ce de manière plus détaillée.

TABLEAU 1 : ORGANIGRAMME DE PLANIFICATION

Étapes suivies	Apport des parties intéressées
<p>But de l'étude</p> <ul style="list-style-type: none"> - problème ou possibilité 	<-----
**	
<p>-----> Conception du processus de planification</p> <ul style="list-style-type: none"> - choix des méthodes d'évaluation - programme de participation du public 	<-----
<p>-----> Définition de critères et d'hypothèses pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - délimiter le champ d'étude - établir une première série de solutions de rechange - procéder à une première sélection - évaluer les différentes solutions 	<-----
<p>-----> Élaboration et évaluation des solutions de rechange</p> <ul style="list-style-type: none"> - collecte des données : <ul style="list-style-type: none"> - environnement touché - incidences sur l'environnement - atténuation/amélioration - avantages/inconvénients - premier tri - évaluation progressive des solutions plausibles - exposé des motifs à chaque étape du processus décisionnel 	<-----
<p>-----> Description détaillée de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> - environnement touché - incidences sur l'environnement - atténuation/amélioration - avantages/inconvénients - objet de l'entreprise - raison d'être - stratégie de mise en oeuvre - programme de surveillance 	<-----
<p>-----> Présentation de l'évaluation au ministre de l'Environnement</p> <p>Examen gouvernemental, acceptation et autorisation (une audience est possible)</p>	<-----
<p>-----> Mise en oeuvre</p>	<-----
<p>-----> Surveillance</p>	<-----
** processus itératif	

3.2 Évaluation systématique des incidences nettes sur l'environnement

L'analyse des effets nets est devenue un élément important des évaluations environnementales en Ontario. Cette analyse est le point de départ de l'organigramme de planification qui englobe d'autres éléments clés de la planification, dont la définition de l'environnement au sens large et l'examen des solutions de rechange discutées aux paragraphes 3.4 et 3.5 du présent guide.

Les incidences nettes sur l'environnement désignent les effets restants sur l'environnement, tant positifs que négatifs, après avoir envisagé (et incorporé, le cas échéant) des moyens raisonnables de réduire les effets négatifs (atténuation) et d'accentuer les effets positifs (amélioration). Ce sont ces effets qui se produiront effectivement si une solution de rechange donnée est adoptée. On les utilise pour définir les avantages et les inconvénients des différentes solutions possibles. Le tableau 1 fournit un cadre général pour la conduite d'une analyse des effets nets.

L'organigramme de planification repose sur une suite progressive de décisions à des étapes distinctes de la planification, étapes où les solutions de rechange sont évaluées du point de vue de leurs effets nets sur l'environnement, puis écartées ou soumises à une étude plus approfondie. On rejette ainsi des solutions à divers stades de la planification. Certaines le sont parce qu'on aura procédé, dans leur cas, à une évaluation moins détaillée de leurs effets nets et des avantages et inconvénients qu'elles présentent.

Aux premiers stades de la planification, quand l'ampleur des diverses solutions, le lieu où elles seraient appliquées et leur calendrier de réalisation ne sont pas définis précisément, il vaut peut-être mieux exposer moins en détail les effets nets sur l'environnement. À mesure que le nombre de solutions

décroît, il risque de devenir plus difficile de différencier leurs avantages et inconvénients respectifs, ce qui est pourtant indispensable pour prendre des décisions. Le degré de détail nécessaire dépend des circonstances particulières et de l'avis du promoteur, du gouvernement, du public et de la Commission.

Degré de détail

Ce qu'on décide à propos du degré de détail nécessaire influe sur le déroulement de l'étude et sur les renseignements rassemblés. Il faut donc s'occuper de ce point rapidement en demandant leur avis au gouvernement et au public, puisque différentes parties ont probablement des avis différents sur la question. Il se peut qu'au cours du processus d'autorisation officielle, les examinateurs mettent en cause le degré de détail et demandent des précisions au promoteur. Le tableau 2 traite du degré de détail.

TABLEAU 2

DEGRÉ DE DÉTAIL POUR L'EXAMEN DES SOLUTIONS DE RECHANGE
AU COURS D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE

<u>DÉFINITION</u> <u>ET TRI INITIAL</u> <u>DES SOLUTIONS</u>	ÉVALUER LES SOLUTIONS POSSIBLES EN LES DÉTAILLANT DE PLUS EN <u>PLUS JUSQU'À TROUVER :</u>	LA SOLUTION PRIVILÉGIÉE <u>(L'ENTREPRISE)</u>
A	B1	
B	B2	DEGRÉ ACCRU DE DÉTAIL
C	B3	
D	PORTÉE	DÉFINITION DE L'ENVIRONNEMENT
E		Air, terre, eau
F	EXPLICATION	Faune, flore
		Critères humains, sociaux, économiques et culturels
		Édifices, ouvrages, etc.
	Paragraphe 1c)	Solides, liquides, gaz, bruits
	de la Loi	Combinaisons, corrélations

3.3 Définition des solutions de rechange acceptables

Il est difficile de savoir ce qui constitue un nombre raisonnable de solutions de rechange. Il est important de consulter les parties intéressées dès le début de la planification, avant de décider d'exclure certaines solutions qui pourraient sembler plausibles. Cependant, le choix du nombre de solutions reste du ressort du promoteur, sous réserve de l'approbation du Ministre ou de la Commission.

Dans toute situation, il y a différentes manières d'aborder le problème à résoudre ou la possibilité à exploiter. Un premier tri des diverses solutions qui s'offrent aide le promoteur à décider lesquelles sont plausibles et présentent donc un certain intérêt. Le promoteur doit inclure dans son étude, dès le début, des manières techniquement différentes d'aborder le problème ou la possibilité, pour garantir que les deux genres de solutions de rechange exigés par la Loi sont envisagés (pour un examen des solutions techniquement différentes, voir le paragraphe 3.4 du présent guide).

Il est important d'expliquer clairement comment la première série de solutions a été choisie, selon quels critères et à partir de quelles hypothèses. Étant donné que certaines des solutions apparaîtront peu plausibles et seront donc éliminées à cause d'au moins un élément particulièrement négatif, il est essentiel de définir clairement les éléments négatifs.

Si une documentation est jointe aux résultats du premier tri, tous les intervenants comprendront mieux pourquoi certaines solutions ont retenu l'attention du promoteur et d'autres pas.

3.4 Solutions de rechange

Après un tri initial, le promoteur est censé avoir déterminé quelles solutions méritent une étude plus approfondie.

a) Les deux genres de solutions

Aux termes de la Loi, le promoteur doit envisager deux genres de solutions : les solutions de rechange à l'entreprise et les autres façons possibles de réaliser celle-ci. Il doit aussi envisager la solution qui consiste à ne rien faire.

Par solutions de rechange, on entend des moyens techniquement différents de résoudre un problème ou d'exploiter une possibilité. Les autres façons possibles de réaliser l'entreprise désignent divers moyens d'exercer une même activité.

On trouvera ci-après une série d'exemples qui illustrent la distinction entre les deux genres de solutions dans plusieurs genres de travaux. Le Ministère ne suggère pas que ce sont là les seules solutions à envisager. C'est au promoteur de décider quelles solutions il doit examiner, en tenant compte des circonstances particulières et de l'opinion du public et des divers ministères et organismes intéressés.

1^{er} exemple : la gestion des déchets

En matière de gestion des déchets, il existe un certain nombre de solutions techniquement différentes : exportation, incinération et 4 R (recyclage, réutilisation, réduction et récupération, dans laquelle s'inscrit la production d'énergie à partir de déchets).

Dans chacun de ces cas, il y a plusieurs moyens de mettre en pratique une solution donnée. Ainsi, pour une décharge publique, on pourra proposer différents lieux d'implantation, différentes superficies, ou encore le choix entre deux techniques, par exemple un matériau d'étanchéité synthétique et un aménagement naturel.

2^e exemple : les transports

Au nombre des solutions techniquement différentes, on pourra proposer d'améliorer les transports en commun ou les services ferroviaires ou aériens et de renforcer les mesures incitatives visant à réduire la circulation, à accroître les services ou à améliorer les routes.

Pour ce qui est des routes, les différentes méthodes consisteront à améliorer les voies existantes, à en construire de nouvelles ou à envisager différentes sortes de chaussées et de tracés.

3^e exemple : l'énergie

Parmi les solutions techniquement différentes, mentionnons la transmission de l'énergie, la production (d'une énergie nouvelle) et la conservation (la réduction de la demande d'énergie).

En ce qui concerne la transmission, les méthodes peuvent porter sur différents emplacements, sur le voltage des lignes, sur la conception des pylônes et sur diverses installations auxiliaires.

b) Ne rien faire

La solution qui consiste à ne rien faire représente ce qui arrivera probablement si aucune des solutions de rechange envisagées n'est adoptée; le promoteur doit la considérer dans tous les cas. Les travaux permanents d'entretien ou d'amélioration tombent dans cette catégorie.

Il est important pour tous les participants que le promoteur envisage la possibilité de ne rien faire, car ils ont ainsi un

point de référence pour évaluer les conséquences des solutions de rechange. La présentation claire de cette solution d'immobilité aide aussi le ministre de l'Environnement ou la Commission à décider si l'on doit autoriser l'entreprise (voir le paragraphe 3.8).

c) La souplesse

Si la Loi oblige à envisager deux genres de solutions de rechange, elle autorise une certaine souplesse. Les promoteurs du secteur public découvriront normalement que, parmi les solutions ressortant du premier tri, il s'en trouve des deux genres. Cela tient au mandat assez large accordé au secteur public pour régler des problèmes et exploiter des possibilités.

Cependant, dans certaines circonstances, notamment pour les promoteurs du secteur privé, il se peut qu'on ne trouve pas les deux genres de solutions définis dans la Loi dans l'ensemble ressortant du premier tri.

Dans sa déclaration sur l'application de la Loi aux entreprises du secteur privé qui produisent de l'énergie à partir des déchets, le ministre de l'Environnement a reconnu que les promoteurs du secteur privé avaient plus de difficulté à satisfaire aux exigences de la Loi que ceux du secteur public. Le Ministre a indiqué qu'il en serait tenu compte. Sa déclaration figure à l'annexe D du présent guide.

Les promoteurs qui se trouvent dans cette situation doivent définir et décrire avec un soin particulier le problème à résoudre ou la possibilité à exploiter, leur mandat (ou secteur du marché), le but du projet et la sélection initiale qu'ils ont opérée.

On trouvera à l'annexe E des extraits de la décision rendue par la commission mixte sur l'installation de récupération des

ressources que la SNC Inc. se proposait d'implanter dans la municipalité régionale de Peel. Ces extraits se rapportent à l'interprétation de la Loi.

La question de savoir ce qui constitue un choix suffisant de solutions de rechange est cependant décidée cas par cas, et il faut alors tenir compte du mandat du promoteur ou de son secteur de marché, des solutions examinées, du problème à résoudre ou de la possibilité à exploiter, du but du projet, de l'avis des parties intéressées et de tout autre renseignement utile. Si le promoteur pense que l'ensemble de solutions de rechange ne comprend pas les deux genres stipulés par la Loi, il est impératif qu'il communique au plus tôt avec la Direction des évaluations environnementales pour en discuter avec elle.

Finalement, le Ministre, la Commission (si une audience est nécessaire) et toute partie intéressée peuvent contester les décisions du promoteur en ce qui concerne les solutions de rechange à envisager et lui réclamer des précisions. Pour éviter de prolonger la procédure d'autorisation, il faut veiller à ce que les renseignements appropriés sur les solutions, y compris celles écartées au départ parce que jugées peu plausibles, apparaissent dans la planification et soient étayés par des documents dans l'évaluation environnementale.

3.5 Critères d'environnement et méthodes d'évaluation

a) Critères d'environnement

Les promoteurs doivent s'assurer que les critères d'environnement dont ils se servent pour évaluer les solutions de rechange prennent en compte tous les aspects précisés dans la Loi. Il s'agit, en l'occurrence, des aspects sociaux, culturels, techniques, économiques et naturels. Il faut, autant que possible, demander aux ministères et aux organismes du gouvernement ainsi qu'au public ce qu'ils pensent des

critères proposés.

Les raisons qui ont motivé le choix de ces critères doivent être clairement définies et expliquées, ce qui aidera toutes les parties intéressées à comprendre les jugements portés et leur permettra de participer plus efficacement au processus.

Il faut, dans la mesure du possible, utiliser le même ensemble de critères du début à la fin du processus d'évaluation. Normalement, plus le promoteur avance dans la planification, plus s'accroît le degré de détail dans l'évaluation des solutions de rechange. À mesure que les informations sur les effets nets probables sur l'environnement et sur les domaines auxquels les parties portent un intérêt particulier s'accumulent, il se peut que les critères deviennent plus détaillés, et même qu'ils changent. Les modifications et les raisons qui les motivent doivent être documentées et incluses dans l'évaluation environnementale.

b) Méthodes d'évaluation

La Loi n'impose pas de méthode précise pour prédire et évaluer les effets nets et les avantages et inconvénients des solutions de rechange et de l'entreprise. Des méthodes différentes conviendront à différents types de projets et à différents promoteurs.

Il importe, toutefois, que le promoteur définisse une ou plusieurs méthodes de prédiction et d'évaluation des effets nets sur l'environnement. Il doit la ou les décrire clairement et demander leur avis aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'au public, dès le commencement de la planification, aussi souvent que possible.

Dans de nombreux cas, choisir entre diverses solutions

constitue la partie la plus difficile de la planification. En ce qui concerne le choix des méthodes de prédiction des effets nets sur l'environnement et d'évaluation des avantages et inconvénients, il est conseillé au promoteur de retenir des méthodes qui permettront d'identifier sans ambiguïté les différences relatives et les conséquences essentielles afin qu'on voie clairement les compromis qu'entraîne le choix de l'entreprise.

3.6 Collecte de données et évaluation

a) Environnement touché

Une fois qu'il a établi les critères d'environnement et les méthodes pour prédire et évaluer les effets nets des différentes solutions, le promoteur réunit des informations sur l'environnement touché.

Le champ d'étude de chaque solution, ou de chaque aspect de l'environnement, dépendra de la solution même et de l'étendue géographique des effets sur l'environnement. Il importe de décrire clairement comment et pourquoi les limites de l'étude globale et le champ d'étude correspondant à chaque solution ou à chaque effet ont été choisis. Les limites elles-mêmes doivent être bien définies. Des cartes sont utiles pour présenter ces éléments.

On doit, dans la description de l'environnement touché, considérer tous les aspects de l'environnement. Les conditions existantes et prévues dans la zone à l'étude y sont précisées. Dans l'analyse des conditions futures, les promoteurs doivent tenir compte du fait que l'environnement n'est pas statique et décrire les activités qui auraient lieu de toute manière.

La quantité d'information offerte varie souvent. Les promoteurs doivent définir les méthodes de collecte des données et leurs sources, de même que toute lacune et son importance, sans oublier les mesures prises pour combler ces lacunes.

b) Effets sur l'environnement

Au cours de l'évaluation des solutions de rechange, il est indispensable de définir et de décrire les effets de chacune des solutions sur tous les aspects de l'environnement.

Les effets peuvent être positifs ou négatifs, directs ou indirects. La méthode qui a servi à prédire les effets sur l'environnement doit être clairement décrite et documentée dans l'évaluation. Il faut énoncer les effets positifs et négatifs dans celle-ci afin de donner une image équilibrée des répercussions probables.

Dans les cas où il n'est pas certain des effets sur l'environnement, le promoteur doit expliquer pourquoi et exposer en détail les facteurs qui causent le problème et comment celui-ci a été traité dans l'évaluation. Par exemple, il se peut qu'un promoteur ne puisse prédire un effet avec précision parce que le procédé ou la technique qu'il propose sont nouveaux. Il doit alors expliquer pourquoi l'effet peut varier et préciser l'éventail des effets attendus et le degré de certitude de ses prédictions.

Les effets sur l'environnement sont soit directs, soit indirects. Les premiers sont habituellement les effets immédiats que l'on peut attribuer explicitement à l'exécution ou à l'application d'une solution donnée.

Il peut aussi y avoir des effets indirects. Dans la mesure du possible, le promoteur doit également définir et évaluer les effets indirects et cumulatifs des différentes solutions.

Il lui faut se concentrer sur les renseignements qui, vraisemblablement, se révéleront essentiels. Il suffit que la base de données contienne la quantité d'informations nécessaires pour décrire les effets nets sur l'environnement de façon convenablement détaillée.

Quand le promoteur arrive à la conclusion qu'un ou plusieurs aspects de l'environnement ne seront pas touchés, il doit expliquer, documents à l'appui, comment il est parvenu à cette conclusion.

Les ministères et organismes du gouvernement ainsi que le public peuvent être d'un précieux concours en ce qui concerne tant les effets à envisager que le degré de détail qu'ils estiment approprié.

c) Mesures d'atténuation ou d'amélioration

La Loi stipule que le promoteur doit décrire les mesures nécessaires pour « empêcher, modifier ou atténuer » les conséquences de l'entreprise et des solutions de rechange sur l'environnement ou pour « y remédier ». Les mesures d'atténuation réduisent ou empêchent les effets négatifs, alors que les mesures d'amélioration augmentent les effets positifs.

On peut aborder ces mesures de diverses manières selon le stade de planification où l'on se trouve et l'importance de l'effet escompté. Ainsi, au début de la planification, ou si l'effet est commun à toutes les solutions, on peut envisager des mesures d'atténuation générales.

Pour une décharge, par exemple, le promoteur peut décider d'aménager une zone tampon autour de tout emplacement envisagé, pour réduire les effets visuels négatifs, sans préciser le lieu ou la superficie de cette zone tampon. Ces renseignements sont cependant nécessaires pour le projet ou l'entreprise.

Il faut aussi songer à la possibilité de prévenir ou d'éviter les effets sur l'environnement.

Plus avant dans la planification, quand les solutions de rechange sont mieux définies ou que l'effet est important ou purement local, le promoteur doit donner plus de détails au sujet des effets sur l'environnement et des mesures d'atténuation ou d'amélioration.

Quand des mesures d'atténuation ne sont pas nécessaires en raison de la nature de l'effet, ou qu'on ne peut raisonnablement en appliquer, il est possible de satisfaire aux stipulations de la Loi en expliquant dans l'évaluation comment et pourquoi une telle conclusion s'est imposée.

Quand toute une gamme de mesures d'atténuation ou d'amélioration s'offre au promoteur, il doit en examiner les mérites respectifs, compte tenu de leur rapport coût-efficacité et des conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'environnement.

Dans certains cas, le fait d'envisager des mesures d'atténuation peut amener à changer de solution. Par exemple, si, au moment de choisir entre les solutions A et B en fonction de leurs effets bruts sur l'environnement, la solution A apparaît beaucoup plus lourde de conséquences que la solution B, c'est cette dernière que l'on retiendra. Toutefois, si l'on étudie des moyens d'atténuer les effets négatifs et d'accentuer les effets positifs, la préférence peut se reporter sur la solution A.

d) Compromis, jugements de valeur et consultation

Vu la définition large donnée à l'environnement dans l'évaluation, il est rare qu'une solution soit privilégiée à tous points de vue. Les avantages relatifs dans un domaine peuvent être compensés par les inconvénients relatifs dans un

autre. Il est donc important d'arrêter des critères de manière que la préférence accordée à une solution repose sur des bases solides. Il s'agit souvent là de l'étape la plus délicate de la planification, d'où la nécessité d'en documenter les travaux le mieux possible (voir le paragraphe 2.5 du présent guide).

Les tableaux récapitulatifs constituent un moyen pratique de présenter les avantages et inconvénients des différentes solutions. Le tableau 3 en est un exemple. Les renseignements fournis doivent porter sur :

- a) les passages pertinents du dossier historique, la séquence chronologique des événements et décisions, et les contributions des ministères et organismes du gouvernement ainsi que du public;
- b) les décisions clés et les raisons qui les ont motivées, y compris la définition et l'évaluation des solutions de rechange.

Il faut que le lecteur de l'évaluation environnementale comprenne clairement ces deux aspects de la planification.

TABLEAU 3

RÉCAPITULATIF DE L'ÉVALUATION

Solutions de
rechange

Effets
sociaux,
culturels,
naturels,
techniques et
économiques
sur
l'environne-
ment

Atténuation/
amélioration

Effets nets

Avantages/
inconvénients

3.7 Description de l'entreprise

L'entreprise est la solution qui a la préférence du promoteur. C'est celle dont le rapport entre les avantages et les inconvénients semble le mieux équilibré. D'autres parties peuvent voir les choses différemment et penser qu'une autre solution est préférable. Si le promoteur doit tenir compte de l'avis de tiers, la décision reste sienne, encore qu'on puisse la contester. En dernière analyse, pour déterminer si l'entreprise doit ou non être autorisée, le Ministre ou la Commission examineront les renseignements fournis par le promoteur ainsi que toute idée exprimée par d'autres parties.

La description doit préciser sans ambiguïté et en détail l'objet de la demande d'autorisation, afin que le promoteur puisse donner suite au projet s'il est approuvé. La description de l'entreprise est plus détaillée que celle des solutions de rechange. Il est souhaitable que le promoteur fasse preuve d'une certaine souplesse dans la mise en oeuvre de l'entreprise. Il doit, cependant, fixer et définir les limites de cette souplesse dans la description du projet.

Cette description peut porter sur quelques-uns ou sur l'ensemble des points suivants : le lieu, les dimensions, les travaux de construction, le fonctionnement, l'entretien, la désaffectation, les procédés industriels, la nature de l'entreprise et ses sources, les combustibles et les matières premières, les sous-produits, les émissions, les effluents, les services d'appoint nécessaires (ex. : égouts, approvisionnement en eau et en électricité, etc.), les produits et services fournis, le nombre d'emplois, le calendrier de production et d'exploitation.

Tout engagement du promoteur à prendre telle ou telle mesure à l'avenir doit être clairement énoncé, notamment en ce qui concerne l'atténuation des effets, la surveillance, les plans

d'urgence et la consultation future des ministères, des organismes et du public.

3.8 Fondement de l'entreprise et des solutions de rechange

3.8.1 Fondement

L'exposé du fondement constitue l'explication sommaire que le promoteur donne sur les décisions prises pendant le processus de sélection de l'entreprise parmi les différentes solutions envisagées. L'évaluation de la solution consistant à ne rien faire sert à établir si chacune des solutions examinées, dont celle qui est retenue, est préférable à la solution d'immobilité.

L'exposé figure habituellement dans un chapitre séparé de l'évaluation environnementale. Toutefois, le promoteur ne doit pas attendre la fin de la planification pour documenter cet exposé. Étant donné qu'il s'agit là du récapitulatif des décisions qui ont été prises au cours de toute la planification, il doit documenter les décisions arrêtées à chaque étape.

3.8.2 Besoin

Le terme « besoin » n'apparaît pas dans la *Loi sur les évaluations environnementales*. Néanmoins, la question de savoir si une proposition particulière est ou non nécessaire se pose souvent dans la planification et, en outre, la Commission des évaluations environnementales y attache de l'importance.

Dans les raisons qui ont motivé sa décision quand le ministère des Transports et des Communications a demandé l'autorisation d'aménager une nouvelle autoroute à quatre voies (route 416) dans la région d'Ottawa, la Commission a déclaré ce qui suit :

« ... la Commission doit être convaincue qu'il existe un besoin et que l'entreprise proposée répondra à ce besoin de manière que les avantages l'emportent sur les inconvénients pour le promoteur et pour la population de la province. Si le besoin n'existe pas, la Commission ne voit pas comment les deux objectifs que sont la gestion prudente et la conservation de l'environnement seraient en fait réalisés. »

La notion de besoin est subjective et sa définition variera selon le point de vue du participant. On s'attend que le promoteur traite du besoin selon sa propre perspective.

En commençant la planification, le promoteur est conscient du besoin ressenti de résoudre un problème ou de tirer parti d'une possibilité, et ce sentiment est ensuite éprouvé dans l'évaluation des différentes solutions, tout au long de la planification. Une description claire du problème à régler ou de la possibilité à exploiter fournit un élément du besoin.

En évaluant les avantages et les inconvénients des diverses solutions, le promoteur jauge ce besoin. Les résultats de l'évaluation servent à clarifier, à quantifier et à justifier le besoin qu'il perçoit.

Le nécessité de l'entreprise proposée est explicitement établie à la fin de la planification, quand une solution est préférée aux autres. Il faut que l'équilibre entre les avantages et les inconvénients, d'après les renseignements recueillis pour l'entreprise, soit meilleur que dans toutes les autres solutions envisagées, y compris celle qui consiste à ne rien faire.

Comparer l'intérêt du projet à la possibilité de ne rien faire est essentiel pour démontrer sa nécessité. Cela donne l'occasion de prouver que les avantages qu'il y a à donner suite à l'entreprise dépassent les inconvénients qu'elle

causerait au promoteur et aux habitants de la province.

Le Ministre ou la Commission considéreront les renseignements que fournit le promoteur sur le besoin et toutes les idées formulées par les autres parties, avant de décider s'il y a lieu d'autoriser l'entreprise.

4.0 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

4.1 Présentation du document

L'évaluation environnementale doit satisfaire à la fois le lecteur expert et le lecteur profane. Elle doit donc présenter non seulement un dossier technique complet à l'appui de la demande, mais aussi l'explication et les informations indispensables pour que les non-spécialistes comprennent le processus de planification et l'entreprise même. Il faut que l'évaluation soit appropriée. Aussi doit-on, avant de la soumettre, en discuter avec la Direction des évaluations environnementales et les autres parties intéressées.

Il est primordial de présenter clairement l'essentiel de la question dans l'évaluation. Les analyses et données techniques détaillées, chaque fois qu'elles s'imposent, doivent figurer dans les annexes et les documents complémentaires qu'on pourra consulter le cas échéant.

Il est important de signaler les renvois afin que tout lecteur puisse trouver des renseignements particuliers dans l'évaluation et les documents complémentaires.

Le promoteur doit faire un résumé de chaque chapitre important et de chaque domaine d'analyse technique, pour maintenir le lien entre les exposés détaillés et l'argument global. Les graphiques et tableaux récapitulatifs sont particulièrement efficaces pour clarifier les principaux points d'une évaluation.

Il est recommandé au promoteur de fournir un organigramme de la planification et du processus décisionnel, avec renvois aux chapitres appropriés de l'évaluation.

Aux termes du Règlement 205/87 [alinéa 2(1)] pris en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales*, toute évaluation doit contenir un résumé. Ce résumé remplace le formulaire n° 1 du Règlement 293 de l'Ontario; il doit comprendre :

- a) un condensé de l'évaluation établi conformément au paragraphe 5(3) de la Loi;
- b) une liste des études et rapports que le promoteur a en main au sujet de l'entreprise ou de questions s'y rapportant;
- c) une liste des études et rapports liés à l'entreprise ou à des questions s'y rapportant et que le promoteur n'a pas en sa possession, mais dont il connaît l'existence;
- d) dans les cas où l'évaluation a trait à une entreprise dont l'emplacement est fixé, au moins deux cartes détaillées et lisibles, non reliées, mesurant 21 cm sur 30 cm et indiquant l'emplacement et la région qu'elle touchera.

Une des deux cartes doit être une carte simplifiée qu'on peut reproduire sur tout avis. L'autre peut être détaillée; il pourra s'agir, par exemple, d'une carte de l'Ontario au 1/10 000^e. Ces cartes serviront pour les avis au public et feront partie de l'examen effectué par le gouvernement.

Pour faciliter la tâche des organismes gouvernementaux, il est généralement demandé un minimum de cinquante exemplaires. Avant de remettre son dossier, toutefois, le promoteur doit s'assurer du nombre exact auprès de la Direction des évaluations environnementales.

Il est préférable que l'évaluation soit présentée sur du papier standard, de format standard, avec des graphiques qui peuvent être reproduits. La taille des caractères et des notes sur les cartes et les diagrammes ne doit pas être inférieure à sept points après reproduction. Les cartes ombrées doivent être présentées simplement en noir et blanc. L'ozalid est préférable pour la diazocopie comme pour la photocopie. Il est recommandé de photocopier l'évaluation en recto-verso sur du papier recyclé.

Le promoteur voudra peut-être que l'évaluation figure dans les rayons des bibliothèques publiques et en distribuer des exemplaires à la population.

La Direction des évaluations environnementales, pour sa part, en transmet des exemplaires :

- au ministère des Services gouvernementaux (ce ministère fait des exemplaires de documents sur des microfiches que l'on peut acheter);
- aux bureaux de district et aux bureaux régionaux du ministère de l'Environnement.

Grâce à cette large diffusion, toutes les parties peuvent aisément consulter l'évaluation.

Le paragraphe suivant énumère les huit rubriques sous lesquelles la planification et l'entreprise doivent être décrites dans le document. Les renseignements détaillés sont expliqués à fond dans le chapitre 3.

4.2 Description de l'entreprise

La description de l'entreprise explique l'objet de la demande d'autorisation. Il est essentiel que l'explication soit claire

et complète, étant donné qu'elle expose ce que le promoteur qui obtient l'autorisation sera légalement tenu de faire. Un promoteur à qui l'on accorde une autorisation n'est pas obligé d'y donner suite; il a simplement obligation de ne pas outrepasser l'autorisation.

Pour de plus amples renseignements sur les éléments qui doivent figurer dans la description de l'entreprise, se reporter au paragraphe 3.8.

4.3 Description de l'objet de l'entreprise

Le promoteur doit décrire le but de l'étude, les changements qu'il y a apportés au cours de la planification et l'objet de l'entreprise.

Pour de plus amples renseignements à cet égard, se reporter au paragraphe 3.2.

4.4 Description des solutions de rechange et des autres façons possibles de réaliser l'entreprise

Il est indispensable de décrire les différentes solutions étudiées pendant la planification, en commençant par le choix des solutions plausibles.

Pour de plus amples renseignements sur les solutions de rechange, se reporter aux paragraphes 3.3 et 3.4.

4.5 Description de l'environnement touché

La description de l'environnement touché doit porter sur tous les aspects de l'environnement (sociaux, culturels, économiques, techniques et naturels).

Pour de plus amples renseignements sur la description de l'environnement, se reporter au paragraphe 3.5.1.

4.6 Description des effets sur l'environnement

Les effets probables de chacune des solutions sur l'environnement au sens large doivent être définis et décrits. Doit également figurer dans l'évaluation une analyse des méthodes utilisées pour prédire les effets sur l'environnement.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter au paragraphe 3.5.

4.7 Description des mesures d'atténuation ou d'amélioration

L'évaluation doit comprendre une description des mesures nécessaires pour « empêcher, modifier ou atténuer » les effets possibles sur l'environnement ou pour « y remédier », et un énoncé des mesures visant à accroître ou à accentuer les effets positifs.

Pour de plus amples renseignements, se reporter au paragraphe 3.5 du guide.

4.8 Évaluation des avantages et des inconvénients

Il faut évaluer dans le document les avantages et les inconvénients que les solutions de rechange et l'entreprise présentent pour l'environnement, en fonction des effets « nets ». Les méthodes d'évaluation doivent être expliquées clairement, ainsi que la façon dont elles ont été utilisées et les résultats qu'elles ont donnés à chaque étape du processus décisionnel.

Pour de plus amples renseignements sur cette question, se reporter aux paragraphes 3.1, 3.5 et 3.8.

4.9 Description et exposé du fondement de l'entreprise et des solutions de rechange

Dans l'exposé du fondement, le promoteur résume les décisions prises au cours de la planification pour rejeter certaines solutions et les raisons pour lesquelles l'entreprise devrait être autorisée.

Pour de plus amples renseignements, se reporter au paragraphe 3.6 du présent guide.

5.0 PROCESSUS D'AUTORISATION

5.1 Examen gouvernemental de l'évaluation environnementale

Dès réception d'une évaluation environnementale, le Ministre prend des dispositions pour qu'un examen soit organisé. L'examen est coordonné par la Direction des évaluations environnementales. Y participent généralement des examinateurs de divers ministères et organismes provinciaux ainsi que des représentants de certains ministères et organismes fédéraux. Dans des cas particuliers, le ministère de l'Environnement peut solliciter le concours d'experts de l'extérieur.

L'objectif de l'examen est :

- o en général, de dresser un premier bilan des points forts et des points faibles de l'évaluation; et
- o en particulier, de déterminer dans quelle mesure les dispositions du paragraphe 5(3) de la *Loi sur les évaluations environnementales* ont été respectées.

Ces dispositions sont décrites aux chapitres 3 et 4 du guide.

5.1.1 Processus d'examen

Le processus d'examen, brièvement résumé ici, est plus amplement détaillé dans la politique du ministère de l'Environnement intitulée « Rôle de l'examen et des participants à l'examen dans le processus d'ÉE », dont la Direction des évaluations environnementales tient des exemplaires à la disposition du public.

Pour établir dans quelle mesure une évaluation respecte les dispositions de la Loi, les examinateurs se fondent sur deux critères :

- 1) Les éléments requis sont-ils là?
- 2) La qualité technique et le degré de détail des renseignements sont-ils satisfaisants, et a-t-on envisagé un nombre suffisant de solutions de rechange?

La Direction des évaluations environnementales établit si le document répond au premier critère. Les ministères et organismes qui participent à l'examen (les examinateurs) sont chargés de voir dans quelle mesure elle répond au second critère, dans leurs domaines respectifs.

La Direction des évaluations environnementales et les examinateurs font également savoir s'ils sont satisfaits du poids que le promoteur a accordé aux intérêts de leurs organismes d'appartenance. En cas de failles importantes, ils peuvent fournir des conseils sur les changements à apporter à l'évaluation ou sur les autres recherches à effectuer.

La Direction des évaluations environnementales évalue et réunit les observations des divers examinateurs dans un seul document, l'examen, qu'elle diffuse à l'intention du public, des municipalités, des ministères et organismes gouvernementaux et du promoteur, pour qu'ils transmettent leurs observations avant que la décision d'accepter ou non l'évaluation soit prise.

À cette fin, le Ministre avise le promoteur, toute municipalité susceptible d'être touchée par l'entreprise et le public qu'ils peuvent examiner l'évaluation environnementale et son examen. Pendant une période minimale de 30 jours, n'importe qui est en droit d'adresser des commentaires écrits au ministre de l'Environnement et de lui demander la tenue d'une audience publique.

5.2 Processus décisionnel

Les décisions concernant une entreprise envisagée sont prises après la publication de l'examen et l'expiration du délai minimum de 30 jours mentionné ci-dessus.

La Loi pose deux questions fondamentales à cet égard :

- o faut-il accepter ou non l'évaluation environnementale comme point de référence pour prendre une décision au sujet de l'entreprise?
- o faut-il autoriser ou non l'entreprise?

C'est le ministre de l'Environnement ou, à sa demande, une commission réunie en audience qui répond à la première question. La seconde revient au Ministre et au Conseil des ministres, à moins qu'elle ne soit confiée à une commission réunie en audience.

a) Acceptation de l'évaluation environnementale

Pour déterminer si l'évaluation est acceptable, le Ministre doit prendre en considération :

- o l'objet de la Loi;
- o l'examen effectué par le gouvernement;
- o toute observation formulée par le public, les ministères et organismes gouvernementaux et le promoteur;
- o l'évaluation même.

Le promoteur ou toute partie intéressée peut, en en fournissant les raisons, exiger du Ministre qu'il convoque une audience

publique sur l'acceptation de l'évaluation environnementale. Aux termes de la Loi, le Ministre ne peut refuser, « à moins que, à sa discrétion absolue, il n'estime que la demande est frivole ou vexatoire, ou qu'une audience n'est pas nécessaire ou peut causer un retard injustifié ».

Ces informations en main, et à moins qu'une audience ne soit demandée, le Ministre décide si l'évaluation environnementale :

- o peut être présentée telle quelle aux fins de l'autorisation;
- o serait acceptable sous réserve de certaines modifications;
- o exige plus de recherches, d'enquêtes, de changements et de précisions de la part du promoteur pour être acceptable;
- o devrait être acceptée ou rejetée par une commission réunie en audience, plutôt que par le Ministre.

La décision du Ministre est communiquée au promoteur et aux parties intéressées, et quiconque a soumis un mémoire au Ministre peut la contester.

C'est pourquoi la présentation d'arguments pour ou contre l'évaluation ou contre son remaniement par le promoteur constitue un facteur important pour le Ministre au moment où il fait son examen.

b) Autorisation de l'entreprise

Une fois qu'une évaluation environnementale est jugée acceptable, soit telle quelle, soit après modifications, il reste à décider si l'entreprise doit être autorisée.

Si c'est une commission réunie en audience qui s'est prononcée en faveur de l'acceptation, c'est aussi à elle de décider s'il faut autoriser l'entreprise.

Si c'est le Ministre qui a jugé l'évaluation acceptable telle quelle ou après modifications, il peut choisir d'autoriser ou non l'entreprise ou de confier la décision à une commission qui tiendra une audience.

La décision comme telle, prise et annoncée par le Ministre ou par une commission, sera l'une des trois suivantes :

- o autoriser la réalisation de l'entreprise;
- o la refuser;
- o l'autoriser, mais sous certaines conditions.

Dans le dernier cas, la décision précisera les exigences imposées au promoteur. Comme le stipule l'alinéa 14(1)b) de la Loi, les conditions peuvent porter, entre autres, sur les méthodes de mise en oeuvre, sur des mesures d'atténuation particulières, sur la nécessité de mener des recherches et des programmes de surveillance plus poussés, et sur le calendrier des travaux ou de l'exploitation.

Si elle est prise conjointement par le Ministre et le Conseil des ministres, la décision est définitive. Si, en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales*, la décision est prise par une commission après audience, elle n'est finale que si le Ministre n'intervient pas dans un délai de 28 jours. Pendant cet intervalle qui suit la décision de la commission, le Ministre peut, avec l'accord du Conseil des ministres, modifier la décision à son gré, la renverser, lui en substituer une autre, demander à la commission de réexaminer sa décision, ou même lui ordonner de tenir une nouvelle audience.

Si l'audience a eu lieu devant une commission mixte en vertu de la *Loi de 1981 sur la jonction des audiences*, tout membre du public peut en appeler de la décision devant le Conseil des ministres dans les 28 jours. Le Conseil peut modifier la décision à son gré, la renverser, lui en substituer une autre ou ordonner qu'une nouvelle audience soit tenue sur tous les éléments de la proposition ou une partie d'entre eux.

c) Trois voies décisionnelles

Vu les options qu'offre le processus d'autorisation, toute évaluation environnementale, une fois remise, suit normalement une de trois voies décisionnelles possibles, décrites à l'annexe F du présent guide.

- o La **première voie** (c'est la plus rapide) n'est d'ordinaire empruntée que pour des propositions ne soulevant aucune objection sérieuse de la part des parties intéressées et ne faisant l'objet d'aucune demande d'audience. C'est le Ministre qui décide s'il faut accepter l'évaluation et autoriser l'entreprise.
- o La **deuxième voie** est celle où une audience publique est demandée pour décider s'il faut ou non accepter l'évaluation et autoriser l'entreprise.
- o La **troisième voie** se situe entre les deux. Le Ministre décide d'accepter l'évaluation, mais il considère qu'il vaut mieux organiser une audience avant de décider d'autoriser l'entreprise ou non.

5.3 Audiences de la Commission

Une audience publique demandée par le ministre de l'Environnement a ordinairement lieu devant la Commission des évaluations environnementales. Mais dans les cas où

l'autorisation de l'entreprise aux termes de la Loi conduirait à plus d'une audience devant d'autres instances conformément à d'autres lois, le promoteur peut, en vertu de la *Loi de 1981 sur la jonction des audiences*, demander la tenue d'une audience en commission mixte et ainsi éviter les frais et les retards que causeraient de multiples audiences.

a) Les participants à l'audience

Ont le droit de participer aux audiences de la Commission les personnes suivantes :

- o le promoteur,
- o toute personne qui a demandé l'audience,
- o toute personne ou organisme que l'instance intéresse, selon la Commission, et
- o le ministre de l'Environnement, représenté par un avocat-conseil ou par une autre personne.

b) Les audiences de la Commission des évaluations environnementales

La composition de la Commission et ses pouvoirs sont fixés dans la troisième partie de la *Loi sur les évaluations environnementales*. En voici l'essentiel :

- o La Commission est indépendante; ses membres sont nommés par le Conseil des ministres, mais ils ne sont employés par aucun ministère.
- o Sauf en de très rares circonstances, toutes les audiences de la Commission sont publiques.
- o Les décisions de la Commission deviennent définitives après un délai de 28 jours, à moins que le Ministre n'intervienne au nom du gouvernement.

À tout moment après l'expiration du délai de 30 jours suivant l'avis au public diffusé à la parution de l'examen, le Ministre peut demander à la Commission de tenir une audience. En outre, à certains moments, le promoteur ou n'importe qui d'autre peut demander qu'une audience ait lieu :

- o dans un délai de 30 jours (ou plus, si le Ministre le stipule) à compter de la date où un avis au public est publié pour annoncer qu'une évaluation environnementale et son examen par le gouvernement sont à la disposition du public pour consultation;
- o dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'avis au public annonçant que le Ministre a accepté l'évaluation environnementale, telle quelle ou après modifications.

Dans ces délais, n'importe qui peut demander par avis écrit au Ministre qu'il convoque une audience. Cet avis doit être accompagné des informations et raisons justifiant la tenue de cette audience. Dès réception de l'avis, le Ministre doit ordonner une audience à moins qu'il ne soit établi que la demande est frivole ou vexatoire, ou qu'une audience ne s'impose pas ou risquerait de causer un retard injustifié.

c) Les audiences tenues en commission mixte en vertu de la Loi de 1981 sur la jonction des audiences

Quand l'autorisation d'un projet relève de plusieurs lois et de plusieurs commissions, la *Loi de 1981 sur la jonction des audiences* prévoit une seule audience pour toutes les autorisations. Les lois pertinentes sont énoncées dans une annexe de cette loi. Y figurent la *Loi sur les évaluations environnementales*, la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les expropriations*, la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Une commission mixte, créée à titre temporaire pour chacune des demandes, compte au moins un représentant de la Commission des évaluations environnementales ou de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, ou des deux. En ce qui concerne les décisions requises aux termes de la Loi (acceptation de l'évaluation environnementale ou autorisation de l'entreprise, ou les deux), la commission mixte fait fonction de Commission des évaluations environnementales, avec des pouvoirs identiques, sinon plus grands.

Une audience tenue par une commission mixte peut se différencier de trois façons d'une audience de la Commission des évaluations environnementales :

- o l'audience peut être « progressive », c'est-à-dire que les décisions ayant trait à certaines questions à l'étude peuvent être reportées à une date ultérieure;

- o tout participant à l'audience peut, dans un délai de 28 jours, en appeler de la décision devant le Conseil des ministres.

Pour ces raisons, autant que pour gagner du temps, les participants préfèrent parfois les audiences en commission mixte.

Le promoteur peut choisir une audience mixte, ou des commissions individuelles peuvent en ordonner une. Le promoteur qui souhaite une audience mixte doit le faire savoir par écrit au greffier des audiences, en précisant alors la nature générale de l'entreprise, les audiences qui peuvent se révéler nécessaires et les lois pertinentes.

Dans certaines circonstances, il est possible que la Commission des évaluations environnementales, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et d'autres commissions demandent au promoteur de solliciter une audience mixte.

5.4 Le Comité consultatif des évaluations environnementales

Le Comité consultatif des évaluations environnementales a été créé le 4 juillet 1983 pour conseiller le Ministre, à sa requête, sur les demandes d'exemption présentées en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales*, sur les demandes de désignation visant à assujettir des entreprises à la Loi et sur toute question connexe que le Ministre juge bon de lui soumettre.

Le Ministre peut demander au Comité de procéder de trois façons différentes :

Catégorie A

Examen ouvert - Un avis au public est diffusé et une consultation publique a lieu selon des modalités définies par le Comité.

Catégorie B

Examen restreint - L'avis au public et la consultation publique s'adressent uniquement à des groupes et à des citoyens intéressés choisis par le Comité et par le Ministre.

Catégorie C

Examen interne - Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut solliciter l'avis du Comité à propos d'une question pour laquelle un examen interne suffit. Si le Comité estime qu'une consultation est nécessaire à cet examen, il lui faut l'aval du Ministre.

Le Ministre décide des délais dont le Comité disposera pour rendre son avis. Ils sont normalement de six semaines, pour les catégories A et B, et de deux semaines pour la catégorie C.

5.5 Le dossier public

Pendant la consultation préalable et le processus d'autorisation, les dossiers des projets sont conservés aux bureaux de la Direction des évaluations environnementales, à Toronto, où toute partie intéressée peut demander à en prendre connaissance. Les dossiers contiennent tous les renseignements communiqués par les participants.

Ces renseignements comprennent :

- o l'évaluation - quand elle est soumise au ministre de l'Environnement;
- o l'avis de conclusion d'examen et l'examen même;
- o les mémoires présentés au personnel du ministère de l'Environnement et au Ministre;
- o toute décision du Ministre ou d'une commission réunie en audience;
- o tout avis publié ou arrêté délivré en vertu de la Loi.

Certains renseignements, dont l'évaluation environnementale et son examen, peuvent aussi être consultés au bureau de district ou au bureau régional du ministère de l'Environnement.

ANNEXE A

Liste d'ouvrages de référence

Loi sur les évaluations environnementales. *

Loi de 1981 sur la jonction des audiences. *

* S'adresser à la :

Librairie du gouvernement de l'Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8
Tél. de Toronto : 965-6015
De l'extérieur de Toronto : 1-800-268-7540
Code régional : 807 Zénith : 67200

Directives pour la consultation préalable à la demande d'ÉE

Consultation préalable à la demande d'évaluation environnementale
(politique du ministère de l'Environnement)

Project Screening and Application for Exemption Orders Under
Section 29 of the Environmental Assessment Act

Rôle de l'examen et des participants à l'examen dans le processus
d'ÉE (politique du ministère de l'Environnement)

EA Update (publication semestrielle de la Direction des
évaluations environnementales)

Guide à l'intention du citoyen - évaluations environnementales

Guide à l'intention du proposant - évaluations environnementales

Rapports annuels du Comité consultatif des évaluations
environnementales

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER À LA :

Direction des évaluations environnementales
Ministère de l'Environnement
250, avenue Davisville
Toronto (Ontario)
M4S 1H2
Tél. (416) 440-3450

ANNEXE B

Règlement 205/87 de l'Ontario

ANNEXE C

Loi sur les évaluations environnementales

Organigrammes servant à déterminer
le statut des projets municipaux

LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

ORGANIGRAMMES

SERVANT A DÉTERMINER LE STATUT DES PROJETS MUNICIPAUX

Février 1988

ORGANIGRAMME I	Projets relatifs à la gestion des déchets
ORGANIGRAMME II	Projets relatifs à des travaux de voirie, à l'épuration des eaux d'égout et au traitement de l'eau
ORGANIGRAMME III	Projets relatifs à des services de transport en commun
ORGANIGRAMME IV	Projets relatifs à des installations électriques
ORGANIGRAMME V	Projets relatifs à la gestion des eaux

(Préparés pour des raisons de commodité seulement par le ministère de l'Environnement. Pour toute référence précise, consulter les volumes officiels.)

ORGANIGRAMME I : PROJETS RELATIFS À LA GESTION DES DÉCHETS

Point de départ¹

L'entreprise est-elle un projet pour lequel on a déjà présenté une évaluation? [Art. 10]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il exempté en vertu de la clause sur les droits acquis (voir définition ci-jointe) du 31 déc. 1983? [Alinéa 13(2)a)]
 - 2) constitue-t-il une recherche (voir définition ci-jointe)? [Article 11]
 - 3) porte-t-il sur la conclusion d'un prêt, l'octroi d'une subvention, la garantie de dettes ou la délivrance d'une licence, d'un permis, d'une autorisation, d'une permission ou d'un consentement? [Article 9]
 - 4) concerne-t-il une option sur un bien-fonds, ou un engagement à acheter un bien-fonds ou un intérêt sur un bien-fonds, dont l'acquisition ou l'achat sont assujettis au respect de la Loi? [Paragraphe 5(7)]
 - 5) porte-t-il sur un transfert de bien-fonds à l'initiative de son propriétaire [Alinéa 5(2)j)]
 - a) dans une situation difficile (voir définition ci-jointe)?
 - b) dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la municipalité fournit une clôture en contrepartie d'un transfert de bien-fonds?
 - 6) concerne-t-il la construction de logements municipaux sans but lucratif? [Alinéa 5(2)f)]
 - 7) est-il présenté par un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation? [Alinéa 5(2)b)]
 - 8) concerne-t-il des ouvrages d'assainissement régis par la Loi sur le drainage? [Alinéa 5(2)c)]
 - 9) concerne-t-il l'exploitation ou le retrait d'un projet existant qui, à l'origine, n'était pas soumis à la Loi? [Paragraphe 4(1)]

Non

Le projet porte-t-il sur un lieu d'élimination des déchets qui, en vertu de l'article 30 de la Loi sur la protection de l'environnement, devrait donner lieu à une audience? [Alinéa 5(3)d)]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) vise-t-il l'implantation, sur un terrain municipal, d'une installation mobile de destruction de BPC et l'utilisation de l'installation? [Article 12]
 - 2) est-il un lieu d'élimination des déchets qui [alinéa 5(2)d)]
 - a) est une station de transfert d'ordures ménagères utilisant des conteneurs portatifs?
 - b) est une installation d'amendement organique du sol certifiée en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement?
 - c) est une station de transfert de déchets organiques traités située dans la station d'épuration des eaux d'égout où ils sont produits, ou dans l'installation d'amendement organique du sol, là où ils sont éliminés?
 - d) est un lieu autorisé, en vertu de l'article 31 de la Loi sur la protection de l'environnement, pour l'élimination de déchets autres que des déchets industriels liquides ou des déchets dangereux transportés tels qu'ils sont désignés dans les règlements pris en vertu du paragraphe 136(4) de la Loi sur la protection de l'environnement?

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il censé coûter moins de 3 500 000 \$ (voir définition ci-jointe)? [Alinéa 5(2)a)]
 - 2) s'inscrit-il dans le cadre d'un accord de lotissement entre une municipalité et un lotisseur? [Alinéa 5(2)h)]
- Non
Assujetti

¹ Pour de plus amples renseignements, voir le Règlement 205/87 de l'Ontario, ou appeler la Direction des évaluations environnementales au 440-3450.

**ORGANIGRAMME II : PROJETS RELATIFS À DES TRAVAUX DE VOIRIE,
À L'ÉPURATION DES EAUX D'ÉGOUT ET AU TRAITEMENT DE L'EAU**

Point de départ²

L'entreprise est-elle un projet pour lequel on a déjà présenté une évaluation? [Art. 10]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

Oui
Exempté

- 1) est-il exempté en vertu de la clause sur les droits acquis (voir définition ci-jointe) du 31 déc. 1983? [Alinéa 13(2)a)]
- 2) constitue-t-il une recherche (voir définition ci-jointe)? [Article 11]
- 3) porte-t-il sur la conclusion d'un prêt, l'octroi d'une subvention, la garantie de dettes ou la délivrance d'une licence, d'un permis, d'une autorisation, d'une permission ou d'un consentement? [Article 9]
- 4) concerne-t-il une option sur un bien-fonds, ou un engagement à acheter un bien-fonds ou un intérêt sur un bien-fonds, dont l'acquisition ou l'achat sont assujettis au respect de la Loi? [Paragraphe 5(7)]
- 5) porte-t-il sur un transfert de bien-fonds à l'initiative de son propriétaire [Alinéa 5(2)j)]
 - a) dans une situation difficile (voir définition ci-jointe)?
 - b) dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la municipalité fournit une clôture en contrepartie d'un transfert de bien-fonds?
- 6) concerne-t-il la construction de logements municipaux sans but lucratif? [Alinéa 5(2)f)]
- 7) est-il présenté par un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation? [Alinéa 5(2)b)]
- 8) concerne-t-il des ouvrages d'assainissement régis par la Loi sur le drainage? [Alinéa 5(2)c)]
- 9) concerne-t-il l'exploitation ou le retrait d'un projet existant qui, à l'origine, n'était pas soumis à la Loi? [Paragraphe 4(1)]

Non

Autorisé Oui
selon
l'évaluation
de portée
générale

Le projet se rapporte-t-il à des travaux de voirie ou à des ouvrages d'eau ou d'égouts décrits dans l'évaluation environnementale de portée générale applicable aux municipalités, ET la municipalité choisit-elle de suivre les dispositions de cette évaluation? [Paragraphe 5(4)]

Non
Assujetti

² Quand un projet fait l'objet de deux ou de plusieurs autorisations, il faut respecter les conditions de chacune d'elles. Pour de plus amples renseignements, voir le Règlement 205/87 de l'Ontario ou appeler la Direction des évaluations environnementales au 440-3450.

ORGANIGRAMME III : PROJETS RELATIFS À DES SERVICES DE TRANSPORT EN COMMUN

Point de départ³

L'entreprise est-elle un projet pour lequel on a déjà présenté une évaluation? [Art. 10]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il exempté en vertu de la clause sur les droits acquis (voir définition ci-jointe) du 31 déc. 1983? [Alinéa 13(2)a)]
 - 2) constitue-t-il une recherche (voir définition ci-jointe)? [Article 11]
 - 3) porte-t-il sur la conclusion d'un prêt, l'octroi d'une subvention, la garantie de dettes ou la délivrance d'une licence, d'un permis, d'une autorisation, d'une permission ou d'un consentement? [Article 9]
 - 4) concerne-t-il une option sur un bien-fonds, ou un engagement à acheter un bien-fonds ou un intérêt sur un bien-fonds, dont l'acquisition ou l'achat sont assujettis au respect de la Loi? [Paragraphe 5(7)]
 - 5) porte-t-il sur un tranfert de bien-fonds à l'initiative de son propriétaire [Alinéa 5(2)j)]
 - a) dans une situation difficile (voir définition ci-jointe)?
 - b) dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la municipalité fournit une clôture en contrepartie d'un tranfert de bien-fonds?
 - 6) concerne-t-il la construction de logements municipaux sans but lucratif? [Alinéa 5(2)f)]
 - 7) est-il présenté par un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation? [Alinéa 5(2)b)]
 - 8) concerne-t-il des ouvrages d'assainissement régis par la Loi sur le drainage? [Alinéa 5(2)c)]
 - 9) concerne-t-il l'exploitation ou le retrait d'un projet existant qui, à l'origine, n'était pas soumis à la Loi? [Paragraphe 4(1)]

Non

Le projet concerne-t-il :

- 1) un nouveau service d'autobus (droit de passage exclusif) ou un nouveau réseau ferroviaire (voir définition ci-jointe)? [Alinéa 5(3)b)]
- 2) une nouvelle gare, un nouveau terminus ou une nouvelle gare de triage à l'usage d'un réseau ferroviaire? [Alinéa 5(3)c)]

Oui
Assujetti

Non

Oui
Exempté

Le projet correspond-il à une catégorie décrite dans l'évaluation environnementale visant la Régie des transports en commun de la région de Toronto (voir définition ci-jointe), et les travaux ont-ils commencé avant qu'une décision concernant l'évaluation des systèmes de transport municipaux (soumise au Ministre pour approbation le 18 janvier 1984) ait été prise? [Paragraphe 5(6)]

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il censé coûter moins de 3 500 000 \$ (voir définition ci-jointe)? [Alinéa 5(2)a)]
 - 2) s'inscrit-il dans le cadre d'un accord de lotissement entre une municipalité et un lotisseur? [Alinéa 5(2)h)]

Non
Assujetti

³ Pour de plus amples renseignements, voir le Règlement 205/87 de l'Ontario ou appeler la Direction des évaluations environnementales au 440-3450.

ORGANIGRAMME IV : PROJETS RELATIFS À DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Point de départ⁴

L'entreprise est-elle un projet pour lequel on a déjà présenté une évaluation? [Art. 10]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il exempté en vertu de la clause sur les droits acquis (voir définition ci-jointe) du 31 déc. 1983? [Alinéa 13(2)a)]
 - 2) constitue-t-il une recherche (voir définition ci-jointe)? [Article 11]
 - 3) porte-t-il sur la conclusion d'un prêt, l'octroi d'une subvention, la garantie de dettes ou la délivrance d'une licence, d'un permis, d'une autorisation, d'une permission ou d'un consentement? [Article 9]
 - 4) concerne-t-il une option sur un bien-fonds, ou un engagement à acheter un bien-fonds ou un intérêt sur un bien-fonds, dont l'acquisition ou l'achat sont assujettis au respect de la Loi? [Paragraphe 5(7)]
 - 5) porte-t-il sur un tranfert de bien-fonds à l'initiative de son propriétaire [Alinéa 5(2)j)]
 - a) dans une situation difficile (voir définition ci-jointe)?
 - b) dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la municipalité fournit une clôture en contrepartie d'un tranfert de bien-fonds?
 - 6) concerne-t-il la construction de logements municipaux sans but lucratif? [Alinéa 5(2)f)]
 - 7) est-il présenté par un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation? [Alinéa 5(2)b)]
 - 8) concerne-t-il des ouvrages d'assainissement régis par la Loi sur le drainage? [Alinéa 5(2)c)]
 - 9) concerne-t-il l'exploitation ou le retrait d'un projet existant qui, à l'origine, n'était pas soumis à la Loi? [Paragraphe 4(1)]

Non

Le projet concerne-t-il :

- Oui
Exempté
- 1) une nouvelle ligne de transmission, d'une longueur inférieure à 2 km et d'une puissance supérieure à 115 kV, ET la construction et l'entretien se feront-ils conformément aux normes que doit respecter Ontario Hydro pour le même genre d'entreprise? [Alinéa 5(2)g)]
 - 2) une nouvelle ligne électrique, un poste de sectionnement ou de répartition, ou la modernisation d'une ligne électrique ou d'une station de répartition, ET est-il conçu pour fonctionner à moins de 115kV? [Alinéa 5(2)e)]
 - 3) l'extension d'un transformateur ou d'un poste de sectionnement sur un emplacement existant, sans porter le voltage nominal à plus de 230kV? [Alinéa 5(2)e)]
 - 4) la modernisation d'une ligne existante SANS (sauf en cas d'urgence) :
 - a) modification des droits de passage? [Alinéa 5(2)e)]
 - b) remplacement de poteaux ou de pylônes? [Alinéa 5(2)e)]

Non

Le projet est-il : [Alinéa 5(3)f)]

- 1) une tour de transmission?
- 2) une nouvelle ligne électrique (de plus de 2 km de long et d'une puissance supérieure ou égale à 115 kV)?
- 3) un nouveau poste de sectionnement ou de répartition (d'une puissance supérieure ou égale à 115 kV)?
- 4) une modernisation de lignes ou de postes d'une puissance supérieure ou égale à 115 kV ET entraînant
 - a) des prolongements jusqu'à des emplacements existants?
 - b) la modification des droits de passage?
 - c) le remplacement de poteaux et de pylônes?

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il censé coûter moins de 3 500 000 \$ (voir définition ci-jointe)? [Alinéa 5(2)a)]
 - 2) s'inscrit-il dans le cadre d'un accord de lotissement entre une municipalité et un lotisseur? [Alinéa 5(2)h)]
- Non
Assujetti

⁴ Pour de plus amples renseignements, voir le Règlement 205/87 de l'Ontario ou appeler la Direction des évaluations environnementales au 440-3450.

ORGANIGRAMME V : PROJETS RELATIFS À LA GESTION DES EAUX

Point de départ⁵

L'entreprise est-elle un projet pour lequel on a déjà présenté une évaluation? [Art. 10]

Oui
Assujetti

Non

Le projet :

- Oui
Exempté
- 1) est-il exempté en vertu de la clause sur les droits acquis (voir définition ci-jointe) du 31 déc. 1983? [Alinéa 13(2)a)]
 - 2) constitue-t-il une recherche (voir définition ci-jointe)? [Article 11]
 - 3) porte-t-il sur la conclusion d'un prêt, l'octroi d'une subvention, la garantie de dettes ou la délivrance d'une licence, d'un permis, d'une autorisation, d'une permission ou d'un consentement? [Article 9]
 - 4) concerne-t-il une option sur un bien-fonds, ou un engagement à acheter un bien-fonds ou un intérêt sur un bien-fonds, dont l'acquisition ou l'achat sont assujettis au respect de la Loi? [Paragraphe 5(7)]
 - 5) porte-t-il sur un transfert de bien-fonds à l'initiative de son propriétaire [Alinéa 5(2)j)]
 - a) dans une situation difficile (voir définition ci-jointe)?
 - b) dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la municipalité fournit une clôture en contrepartie d'un transfert de bien-fonds?
 - 6) concerne-t-il la construction de logements municipaux sans but lucratif? [Alinéa 5(2)f)]
 - 7) est-il présenté par un conseil scolaire au sens de la Loi sur l'éducation? [Alinéa 5(2)b)]
 - 8) concerne-t-il des ouvrages d'assainissement régis par la Loi sur le drainage? [Alinéa 5(2)c)]
 - 9) concerne-t-il l'exploitation ou le retrait d'un projet existant qui, à l'origine, n'était pas soumis à la Loi? [Paragraphe 4(1)]

Non

Autorisé Oui
selon
l'évaluation
de portée
générale

Le projet constitue-t-il un ouvrage de gestion des eaux au sens où l'entend l'évaluation environnementale de portée générale visant l'Association des offices de protection de la nature? [Alinéa 5(4)a)]

- Oui
- Le projet :
- 1) est-il censé coûter moins de 3 500 000 \$ (voir définition ci-jointe)? [Alinéa 5(2)a)]
 - 2) s'inscrit-il dans le cadre d'un accord de lotissement entre une municipalité et un lotisseur? [Alinéa 5(2)h)]
- Exempté

Non

Assujetti

⁵ Quand un projet fait l'objet de deux ou de plusieurs autorisations, il faut respecter les conditions de chacune d'elles. Pour de plus amples renseignements, voir le Règlement 205/87 de l'Ontario ou appeler la Direction des évaluations environnementales au 440-3450.

NOTES

LA CLAUSE DES DROITS ACQUIS :

Article 5, alinéa 5a) du Règlement 293/80 de l'Ontario : Une entreprise proposée par une municipalité et pour laquelle aucune évaluation environnementale n'a été présentée est exemptée des dispositions de la Loi s'il est prévu a) de dépenser au moins 25 p. 100 du coût estimatif ou d'attribuer des contrats de construction représentant 25 p. 100 au moins du coût estimatif avant le 31 décembre 1983 et si, avant le 30 juin 1980,

- (i) l'entreprise a été autorisée par une résolution ou par un arrêté du conseil ou d'un autre corps administratif de la municipalité,
- (ii) la municipalité a acquis directement ou indirectement des terrains destinés à la réalisation de l'entreprise, ou
- (iii) en vertu de la *Loi sur l'expropriation*, la municipalité ou un expropriant quelconque agissant au nom de la municipalité a signifié une demande d'autorisation d'expropriation de terrains destinés à la réalisation de l'entreprise (Règlement 383/81 de l'Ontario).

Article 5, paragraphe 6 du Règlement 293/80 de l'Ontario : Toute exemption en vertu de l'alinéa 5a) cesse de s'appliquer aux parties de l'entreprise qui ne sont pas achevées le 31 décembre 1983 au plus tard, sauf si 25 p. 100 au moins du coût estimatif ont déjà été dépensés, ou si des contrats de construction représentant 25 p. 100 au moins du coût estimatif ont été attribués avant le 31 décembre 1983 (Règlement 140/82 de l'Ontario).

DÉFINITIONS :

COÛT ESTIMATIF signifie l'estimation la plus actuelle du coût de réalisation d'un projet, préparée par un ingénieur, un architecte, un représentant officiel, un urbaniste ou un entrepreneur en bâtiment et présentée au conseil ou à tout autre corps administratif ou comité d'une municipalité qui l'a acceptée comme base de la mise à exécution du projet, sauf que l'estimation ne comprend aucun des coûts afférents :

- a) à l'acquisition des terrains,
- b) aux études de faisabilité et aux plans réalisés pour le projet,
- c) à l'exploitation de l'entreprise, ou
- d) à un édifice dont la construction est régie par la *Loi sur le code du bâtiment*, ni à l'ameublement, aux équipements et aux installations et machines fournis avec ou pour l'édifice et, si un projet est réalisé par étapes, le coût estimatif comprend le coût de toutes les étapes.

L'expression DROIT DE PASSAGE EXCLUSIF, quand elle est employée en rapport avec un service d'autobus, s'applique à une chaussée, y compris ses entrées et sorties, construite à l'usage des autobus et sur laquelle le public n'est pas autorisé à circuler à bord de véhicules à moteur, mais non aux accès aux gares, arrêts ou embranchements, ni aux entrepôts ou installations de service qui ne sont pas par ailleurs associés au droit de passage en question, ni aux voies réservées aux autobus sur une route existante.

SITUATION DIFFICILE désigne tout cas où une personne

- a) a besoin de vendre rapidement un bien pour des raisons de santé ou des raisons financières, ou pour régler une succession, mais se trouve dans l'incapacité de le faire à une juste valeur marchande, ou
- b) s'est vu refuser un permis de construire parce qu'une entreprise, prévue ou proposée, n'a pas été autorisée en vertu de la Loi.

Le fait d'EXPLOITER comprend l'entretien, les réparations et toute activité liée à l'exploitation, à l'entretien et aux réparations, et « EXPLOITATION » s'entend selon un sens correspondant.

La RECHERCHE comprend le mesurage, la surveillance et les essais.

PROJETS ASSUJETTIS À L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE PORTÉE GÉNÉRALE VISANT LA RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

- B1) Agrandissement d'une gare ferroviaire de banlieue existante.
- B2) Agrandissement d'un terminus d'autobus de banlieue existant.
- B3) Nouvelle gare ferroviaire ou nouveau terminus d'autobus de banlieue avec un parc de stationnement pouvant accueillir moins de 300 automobiles.
- B4) Agrandissement ou modification d'entrepôts et d'installations d'entretien ou de dépôts d'autobus et de trains de banlieue.

*Cette évaluation a été remplacée par l'évaluation visant le Réseau GO, intitulée « The Construction of New or the Expansion of Existing Commuter Facilities ».

ANNEXE D

Déclaration du ministre de l'Environnement
sur l'application de la

Loi sur les évaluations environnementales
aux entreprises de production d'énergie à partir de déchets
présentées par des promoteurs du secteur privé

Le 13 mars 1987

Renseignements :

Roger Clarke (416) 323-4319
Direction des évaluations environnementales

John Steele (416) 323-4337
Direction des communications

LES PROJETS PRIVÉS ET PUBLICS DE PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR
DE DÉCHETS SERONT DÉSIGNÉS EN VERTU DE
LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les programmes publics et privés de production d'énergie à partir de déchets et les incinérateurs de déchets qui brûlent plus de 100 tonnes par jour seront soumis à la *Loi sur les évaluations environnementales* de l'Ontario, a annoncé aujourd'hui le ministre de l'Environnement, M. Jim Bradley.

« La production d'énergie à partir de déchets est une solution de rechange à la mise en décharge et aux sources d'énergie classiques, mais pour des raisons d'ordre sanitaire et environnemental, une évaluation détaillée s'impose avant l'octroi d'une autorisation environnementale », a déclaré le Ministre.

La *Loi sur les évaluations environnementales* exige une planification qui évalue les solutions de remplacement pour toute proposition et qui donne au public l'occasion de participer à la planification et à l'évaluation.

Le Ministère reconnaît que le secteur privé éprouve certaines difficultés à respecter les dispositions de la Loi. Ces difficultés seront prises en ligne de compte quand il sera question d'appliquer celle-ci aux propositions du secteur privé qui concernent la production d'énergie à partir de déchets.

Les installations brûlant moins de 100 tonnes par jour ou brûlant uniquement des déchets de bois, ainsi que les incinérateurs brûlant des déchets non dangereux ou des ordures ménagères sur les lieux de leur production, sont exemptés de la *Loi sur les évaluations environnementales*. Toutefois, il leur faudra une autorisation aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Toutes les installations publiques de production d'énergie à partir de déchets tombent sous le coup des deux lois. Auparavant, tout projet de ce genre présenté par le secteur privé était exempté des dispositions de la *Loi sur les évaluations environnementales*.

Dans la définition large qu'elle donne de l'environnement, cette dernière loi inclut les aspects sociaux, culturels et économiques. Elle stipule que le promoteur doit procéder à une évaluation détaillée des avantages et des inconvénients de tout projet, sans oublier les solutions de rechange. Les organismes gouvernementaux et le public participent à la planification et à l'évaluation du projet.

Les installations visées ici brûlent divers types de déchets pour en extraire l'énergie sous forme de vapeur ou d'électricité. Ce mode de gestion des déchets pourrait réduire considérablement la quantité d'ordures qui aboutit dans les décharges. Cependant, ces installations risquent aussi de produire et d'émettre des substances chimiques toxiques, comme des dioxines et des furannes, de créer des odeurs et de causer des problèmes de circulation. La *Loi sur les évaluations environnementales* tiendra compte de ces préoccupations de la collectivité.

DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT SUR
L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS
ENVIRONNEMENTALES AUX ENTREPRISES DE
PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DE DÉCHETS
PRÉSENTÉES PAR DES PROMOTEURS DU SECTEUR PRIVÉ

LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

La Loi sur les évaluations environnementales est le texte le plus complet de la législation ontarienne sur l'environnement. Il vise à assurer une véritable évaluation des avantages et inconvénients des propositions, ce qui comprend aussi bien les aspects sociaux, économiques et culturels que l'environnement naturel.

Le secteur privé éprouve certaines difficultés à satisfaire aux exigences de la Loi que n'ont pas les promoteurs du secteur public (par ex. : il n'a pas le pouvoir d'exproprier). Il est donc souhaitable de préciser aux promoteurs du secteur privé comment ils peuvent raisonnablement satisfaire à ces dispositions dans leur forme actuelle.

LA POLITIQUE SUR LA PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DE DÉCHETS PAR LE SECTEUR PRIVÉ

Le gouvernement a désigné les grands producteurs privés d'énergie à partir de déchets et les gros incinérateurs comme tombant sous le coup de la Loi. Celle-ci, dans son application actuelle, stipule qu'un nombre raisonnable de solutions de rechange doivent être étudiées avant d'arrêter son choix sur une entreprise. Pour définir le nombre raisonnable, on se fonde sur les contraintes particulières que subit un promoteur au cours de sa planification. Cela signifie que la Loi peut s'appliquer uniformément aux propositions tant privées que publiques.

LE SECTEUR PRIVÉ ET LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le secteur privé peut satisfaire aux exigences de la Loi.

a) Fondement

Les promoteurs du secteur privé doivent fournir le fondement de leurs propositions, mais ils peuvent légitimement dire qu'il s'agit pour eux d'une possibilité de créer une entreprise lucrative. Les promoteurs du secteur privé ont le droit de prendre des risques financiers.

b) Examen de solutions de rechange

La Loi exige l'étude de solutions de rechange raisonnables à l'entreprise. Cela encourage un examen sérieux et une évaluation environnementale de solutions viables. Mais les promoteurs sont en droit de décider de ce qui est raisonnable dans leur planification et d'effectuer leur choix parmi des solutions également acceptables. Il est nécessaire de justifier pourquoi les solutions ont été retenues ou rejetées et aussi de décrire les effets associés aux solutions viables.

Exemple : Les petites municipalités ayant des moyens plus limités que les grandes, on ne leur demande pas habituellement d'envisager un aussi large éventail de solutions de rechange pour la gestion des déchets, mais seulement les solutions qui sont raisonnables d'après l'évaluation environnementale.

c) Étude d'autres emplacements

On attend des promoteurs du secteur privé qu'ils étudient uniquement les emplacements dont le choix est raisonnable et dont on peut penser qu'ils sont disponibles, compte tenu de la nature de l'entreprise proposée. Dans bien des cas, le nombre d'endroits où une proposition privée pourrait être mise en oeuvre risque d'être limité à cause du lieu où se trouve le client, des sources d'approvisionnement en matières premières, de la disponibilité des terrains, ou du réseau de distribution requis.

Exemple : Ontario Hydro n'a envisagé qu'un endroit pour l'implantation de son installation mobile de destruction des BPC, à cause du lieu où se trouvent ces derniers.

d) Étude de techniques de remplacement

La Loi encourage à envisager des techniques et des méthodes de remplacement pour réaliser une entreprise donnée. Il s'agit d'un mode de planification normal et courant chez beaucoup de sociétés du secteur privé. Cependant, le choix final revient au promoteur et, en l'absence d'une technique nettement supérieure, il est probable que ce choix se fera parmi diverses solutions également acceptables, dont le bien-fondé et les effets doivent être décrits, ainsi que le précise le paragraphe 5(3) de la Loi.

CONCLUSION

La *Loi sur les évaluations environnementales* est un moyen essentiel de sauvegarder l'environnement ontarien. Il est clair que les promoteurs du secteur privé peuvent satisfaire raisonnablement et efficacement aux dispositions de cette Loi. Dans de nombreux cas, l'évaluation environnementale peut s'apparenter au type de planification qui se fait déjà dans le domaine de la gestion des déchets.

La Loi demande un effort de planification raisonnable et tient compte de la nature du promoteur, de ses objectifs, de ses ressources et de ses capacités. Si cet effort a été fait, le Ministère conclura que le dossier remplit les exigences de la Loi, peu importe si la décision a été prise par le Ministre ou par une commission après audience.

ANNEXE E

Extraits de la décision de la commission mixte
sur le projet d'aménagement d'une usine de
production d'énergie à partir de déchets
par SNC Inc. dans
dans la municipalité régionale de Peel,
le 24 octobre 1988

MOTIFS DE LA DÉCISION

Introduction

La question essentielle qui se pose à la commission mixte est de savoir s'il faut ou non autoriser la construction et l'exploitation, dans la ville de Brampton, d'une usine de production d'énergie à partir de déchets qui brûlerait des ordures ménagères de la municipalité régionale de Peel afin d'en extraire l'énergie sous forme d'électricité, qu'elle vendrait à Ontario Hydro, ou de vapeur, qu'elle vendrait à un utilisateur industriel. Toutes les demandes déposées concernent les autorisations nécessaires à cette entreprise en vertu des lois provinciales.

Quand l'audience a commencé, le 2 novembre 1987, l'usine devait être construite et exploitée par le consortium Petro-Sun International-SNC. Petro-Sun International Ltd., qui représente 50 p. 100 du consortium, était une société ouverte spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements destinés au marché des énergies de remplacement et dans la mise au point des techniques correspondantes. SNC Inc., également une société ouverte, constituait l'autre moitié du consortium. SNC Inc. investit depuis de nombreuses années dans la production d'énergie hydro-électrique et, plus récemment, dans les domaines des énergies de remplacement, de la gestion des déchets et de la récupération des ressources.

La commission a appris au début de l'année 1988 que Petro-Sun connaissait des difficultés financières. En réponse à des inquiétudes que la région de Peel et la coalition ont exprimées et que la commission partage, celle-ci a prié l'avocat du promoteur de clarifier la situation. Le 10 février 1988, des cadres supérieurs de SNC Inc. ont confirmé à la commission leurs intentions de reprendre à leur compte la demande du consortium, ses capacités financières et son expérience, ainsi que les engagements pris dans l'évaluation environnementale, à l'audience et vis-à-vis du projet même, si Petro-Sun se trouvait dans l'incapacité de continuer.

En mars 1988, la commission a été informée que Petro-Sun avait déclaré faillite et que la SNC devenait le seul promoteur de la demande.

L'usine proposée serait implantée sur un terrain de 6,27 hectares dans Parkway Belt West, dans la ville de Brampton, sur le côté ouest du chemin Bramalea, à 1 200 mètres environ au sud de l'avenue Steeles et juste au sud de la future autoroute 407. À l'est, il y a un parc industriel de l'autre côté du chemin Bramalea, et le poste de transformateurs de Brampton est contigu à la limite sud. Ce terrain est l'un de ceux repérés comme lieux possibles d'implantation d'une usine de production d'énergie à partir de déchets dans la région de Peel, dans le cadre de son plan de gestion des déchets. La région a établi qu'une usine construite à cet endroit pourrait fournir de l'énergie à des industries, notamment à l'usine d'emballages Domtar située dans le parc industriel.

La région de Peel a négocié avec le promoteur un projet d'accord que la région et la société d'exploitation de SNC (qui n'est pas encore créée) signeront, s'il est approuvé. L'accord vaudrait pour les vingt années d'exploitation de l'usine et engagerait la région à livrer à l'installation des quantités suffisantes de déchets solides acceptables. Le contrat décrit également les obligations de la région et de l'exploitant relativement aux engagements financiers, aux normes d'exploitation, à la surveillance de l'environnement et aux contrôles anti-pollution. L'accord stipule que l'installation sera construite en conformité avec les autorisations nécessaires aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement* (LPE) et de la *Loi sur les évaluations environnementales* (LÉE). Il stipule aussi que l'usine sera exploitée et entretenue conformément à toute condition énoncée dans les autorisations délivrées en vertu de la LPE et de la LÉE et conformément aux dispositions de l'accord lui-même.

L'usine proposée brûlera quotidiennement 364 tonnes de « déchets acceptables », que le projet d'accord définit comme les déchets solides, les ordures ménagères, les détritiques, les rebuts et les résidus urbains qui sont normalement ramassés conformément aux arrêtés municipaux, et seulement dans la région de Peel. Les objets volumineux, les branches

détachées, les troncs d'arbres et les détritits incombustibles, y compris les matériaux de construction et les gravats, sont exclus. La plus grande part des déchets acceptables sera livrée à l'usine par des camions compacteurs sous contrat avec les municipalités de la zone pour le ramassage des ordures. La zone que l'installation desservira dans la région de Peel n'est pas définie.

Les déchets seront déversés à l'intérieur de l'usine sur une plate-forme basculante assez grande pour contenir les quantités quotidiennes et pour entreposer suffisamment de déchets pour l'exploitation de l'usine pendant les fins de semaine et les jours fériés. Il n'y aura pas d'ordures entreposées dehors. Étant donné que tout l'air nécessaire à la combustion est pompé depuis l'intérieur de l'installation, le promoteur a assuré que la pression négative ainsi créée empêcherait toute odeur, toute poussière ou tout détritits de s'échapper vers l'extérieur.

L'usine proposée peut traiter quotidiennement 450 tonnes grâce à un « équipement de tri des combustibles » qui retirera approximativement 40 tonnes par jour de métaux, de verre et de gravier des déchets avant l'incinération. Il est prouvé que ce système accroîtra la puissance calorifique des déchets, diminuera la quantité de cendres résiduelles et réduira les concentrations métalliques dans les cendres résiduelles et dans les émissions atmosphériques. Un cadre supérieur de la SNC a déclaré à la commission que le système de tri des combustibles permettra aussi, sur le plan commercial, de développer des marchés pour la vente des matériaux récupérés.

L'incinération des déchets triés se fera dans quatre incinérateurs modulaires à combustion en deux temps et à débit d'air variable, d'une capacité nominale individuelle de 91 tonnes par jour. Les incinérateurs modulaires proposés dans l'évaluation environnementale ont été mis au point et fabriqués par Consumat Systems Inc.

Les déchets sont brûlés dans la chambre primaire à des températures variant entre 620° C et 730° C (avec peu d'air) qui pyrolysent les déchets pour produire des gaz de combustion qui passent dans la chambre

secondaire. Les résidus brûlés de la première chambre (c.-à-d. les cendres résiduelles) sont déchargés dans une cuve de refroidissement.

Dans la chambre secondaire, les gaz de combustion sont mélangés à de grandes quantités d'air et brûlés à 1 000° C, le temps minimal de rétention étant d'une seconde.

Pour sortir de la chambre secondaire, les gaz de combustion empruntent un collecteur qui les amène à des chaudières de récupération calorifique et à des économiseurs, puis aux systèmes de réduction de la pollution atmosphérique et, pour finir, à la cheminée.

La vapeur des chaudières alimentera en énergie une turbine qui produira de l'énergie ensuite vendue à Ontario Hydro. Une deuxième turbine à vapeur produira de l'électricité pour le propre usage de l'usine. Le promoteur veut conserver l'option de produire de la vapeur qu'il vendrait à Domtar Inc., au cas où les forces du marché ouvriraient un tel créneau.

Le système de réduction de la pollution atmosphérique est décrit par le demandeur et par le fabricant, Flakt Canada, comme étant le dernier cri de la technique en la matière.

Il y aurait deux jeux d'équipement de réduction de la pollution atmosphérique, tous deux de taille à recevoir les gaz de combustion de trois des quatre incinérateurs, au besoin. Chacun comprendra : une tour de conditionnement des gaz, qui fournit une zone de mélange pour l'injection de chaux et de gouttelettes d'eau dans le flux de gaz de combustion afin d'extraire les gaz acides et les substances organiques à l'état de traces; un dépoussiéreur à sacs filtrants en tissu qui retient les particules des gaz de combustion; et un ventilateur à tirage induit qui évente les gaz dans le système. Les deux systèmes de réduction de la pollution atmosphérique débouchent dans une seule cheminée qui s'élèvera à 36,3 mètres (m) au-dessus du sol.

Les poussières récupérées dans les dépoussiéreurs à sacs filtrants et les cendres volantes des tours de conditionnement sont vidées dans des cuves distinctes placées à la base de chaque unité.

Autorisations nécessaires

Le promoteur, SNC Inc., doit obtenir les autorisations suivantes :

1. l'acceptation de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions de la *Loi sur les évaluations environnementales* (LÉE);
2. l'autorisation de réaliser le projet, conformément aux dispositions de la LÉE;
3. une décision accordant un certificat d'autorisation pour la création et l'exploitation d'un lieu d'élimination des déchets, conformément aux dispositions du paragraphe 27b) de la *Loi sur la protection de l'environnement* (LPE);
4. un arrêté modifiant le plan officiel de la ville de Brampton, conformément aux dispositions des articles 17 et 22 de la *Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire*;
5. un arrêté modifiant l'arrêté de zonage de la ville de Brampton, conformément aux dispositions de l'article 34 de la *Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire*; [et]

[... à l'ouverture de l'audience.] Du début à la fin, il s'est essentiellement préoccupé de la puissance calorifique des déchets et du fait que des déchets industriels et commerciaux pourraient constituer un combustible plus efficace pour les incinérateurs. À la conclusion de l'audience, M. Boldrini s'est prononcé en faveur du promoteur.

L'avocat d'Ontario Hydro a fait une brève apparition à l'ouverture de l'audience, mais il n'a pas pris part à la procédure. L'avocat du ministère des Affaires municipales a assisté à la réunion préliminaire et

à l'audience en tant qu'observateur. Un certain nombre de citoyens ont fait des observations à la commission au cours de séances prévues à cette fin, une en après-midi et deux le soir. Leurs principales préoccupations concernaient les effets nocifs que pourraient avoir les émissions atmosphériques de l'incinérateur sur la santé des personnes et sur l'environnement, les odeurs, les poussières et le bruit, la dévalorisation des propriétés, et l'impact négatif d'une telle usine sur le programme de recyclage de Peel.

Programme de consultation du public

Le programme de consultation du public a démarré au mois d'octobre 1984 par une réunion publique, tenue dans la région de Peel, où il a été question du principe de l'énergie tirée des déchets. Au cours des trois années suivantes, ont eu lieu dans la même région plusieurs réunions publiques ayant pour thèmes le plan directeur de gestion des déchets et la proposition de Petro-Sun/SNC.

Le promoteur a lui aussi lancé un programme d'information et de consultation du public dès le printemps de 1986. Les détails du programme et les réactions enregistrées sont présentés dans l'évaluation environnementale. Les réunions et les ateliers étaient annoncés dans la presse, dans des brochures ou par l'envoi d'un avis de convocation aux groupes et aux personnes que l'on savait avoir un intérêt potentiel dans le projet.

Le promoteur a déclaré que l'évaluation environnementale avait traité les questions soulevées par les membres du public et les représentants du gouvernement aux différentes étapes de la planification.

Les trois groupes représentés par la coalition ont été invités officiellement à participer au programme. Bien qu'ils n'aient pas assisté aux réunions, les deux groupes locaux ont fait connaître leurs préoccupations au demandeur. Pollution Probe, le troisième groupe de la coalition, n'a pas assisté aux réunions organisées par le promoteur, pas

plus qu'il n'a fait connaître, au cours du programme de consultation du public, les points qui le préoccupaient.

La commission juge le programme de consultation du public satisfaisant. En revanche, elle regrette que Pollution Probe, vu les recherches intensives qu'il a menées dans le passé sur les problèmes associés à l'incinération de déchets, n'y ait pas pris part. Sa participation aurait fort probablement permis d'améliorer la planification et contribué à résoudre quelques-uns des problèmes.

Après avoir étudié minutieusement les déclarations et arguments qui lui ont été présentés, la commission est arrivée aux conclusions suivantes :

La LÉE impose au promoteur d'une entreprise à laquelle elle s'applique de suivre un processus de planification qui doit être expliqué dans l'évaluation environnementale. L'examen de la minutie de la planification ne devrait pas se transformer en argument sémantique ou en un débat sur des concepts stéréotypés; ce devrait plutôt être une évaluation pratique et pragmatique visant à déterminer si la proposition peut être mise à exécution, tout en respectant l'esprit de la Loi.

Un promoteur privé agissant généralement à des fins lucratives, l'évaluation environnementale devrait décrire et évaluer les effets sur l'environnement de ses activités commerciales. Les activités proposées devraient être expliquées dans la description de l'entreprise. Si cette description est formulée avec suffisamment de précision, les objectifs de l'entreprise apparaîtront naturellement.

La commission pense que l'entreprise doit être décrite avec soin et dans un langage compris par le public. Dans le cas présent, le promoteur a déclaré que la demande d'autorisation portait sur :

« le projet de construction et d'exploitation d'une usine de production d'énergie à partir de déchets et du système de distribution connexe. »

(Pièce n° 5, page 1)

Il s'agit apparemment de deux activités distinctes, soit la récupération de ressources et la distribution d'énergie (sa production étant sous-entendue). Les organismes gouvernementaux et le public ont compris que le projet concernait l'incinération de déchets et la production d'énergie, et leurs inquiétudes se sont concentrées sur les effets du système proposé de récupération des déchets. En fait, on peut lire ce qui suit dans la déclaration que le Ministre a faite le 18 mars 1987 :

« La production d'énergie à partir de déchets est une solution de rechange à la mise en décharge et aux sources d'énergie classiques, mais pour des raisons d'ordre sanitaire et environnemental, une évaluation détaillée s'impose avant l'octroi d'une autorisation environnementale. »

(Pièce n° 22, page 164)

De plus, la commission note que le fait que le promoteur a demandé un certificat d'autorisation en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement* (LPE), pour un lieu d'élimination des déchets (traitement), montre qu'une des fonctions de l'entreprise est la gestion des déchets.

Si l'entreprise n'était pas clairement décrite et qu'en conséquence, le public était mal informé, l'évaluation environnementale serait jugée inacceptable. Dans le cas présent, la commission estime que l'entreprise a été décrite avec précision.

L'objet, en ce qui concerne les fonctions de l'entreprise, aurait dû être décrit comme étant double, à savoir l'élimination de déchets et la production d'énergie.

Les exigences relatives à la description de l'entreprise et à son objet devraient être les mêmes pour les promoteurs du secteur public et ceux du secteur privé. Dans le cas présent, le promoteur réalise une partie du plan directeur de la municipalité régionale de Peel et il est, de fait, un agent de la municipalité. Accepter l'idée que seul le mandat industriel et commercial du promoteur devrait déterminer la définition de l'objet d'une entreprise pourrait, aux yeux de la commission, conduire à

des définitions si étroites dudit objet que le processus prévu par la LÉE perdrait tout son sens. Les municipalités seraient encouragées à confier leurs contrats litigieux à l'extérieur afin d'échapper aux exigences du processus d'autorisation gouvernemental.

C'est l'objet de l'entreprise qui doit déterminer les solutions de rechange, et non les buts commerciaux du promoteur privé. Une fois des solutions de rechange définies, le promoteur peut souhaiter écarter celles qui ne correspondent pas à son mandat industriel et commercial ou à sa capacité économique de les appliquer.

Dans le cas présent, la commission estime que le promoteur a défini des solutions de rechange appropriées pour la fonction de l'entreprise qu'est la production d'énergie, mais pas pour la fonction qu'est l'élimination des déchets. Apparemment, l'équipe d'examineurs du ministère de l'Environnement était d'accord avec cette conclusion quand elle a déclaré, en juillet 1987, sous le titre « Solutions de rechange à l'entreprise », ce qui suit :

« Le promoteur devrait faire référence au projet de plan directeur de la région de Peel, pour ce qui de ses habitudes en matière de gestion des déchets, et accorder la présente étude avec celle de Peel. Le Ministère est d'avis qu'il faut évaluer les projets de production d'énergie à partir de déchets un par un en pesant le pour et le contre d'une décharge par rapport à ceux d'un incinérateur. »

(Pièce n° 22, page 84)

Le 27 août 1987, le ministère de l'Environnement écrivait :

« Nous trouvons le dossier de l'évaluation environnementale incomplet, étant donné qu'il n'aborde pas les conséquences qu'aurait l'entreprise pour le programme de réduction des déchets de la municipalité régionale de Peel. »

(Pièce n° 22, page 90)

Dans son projet de plan directeur de gestion des déchets, la municipalité régionale de Peel a compilé des informations sur des solutions de rechange à la production d'énergie à partir de déchets (pièces n° 26, 27

et 28). Bien qu'aucun exemplaire du plan n'ait été présenté à la commission, un nombre important d'arguments invoqués au cours de la procédure s'appuyaient sur le plan en question. En réponse aux questions soulevées par le ministère de l'Environnement au cours de l'examen et par ce même ministère, la coalition et le public pendant l'audience, d'autres options de gestion des déchets ont été examinées en détail à partir des dépositions du promoteur et d'autres parties.

Pour juger l'évaluation environnementale acceptable, la commission doit être convaincue qu'elle respecte les objectifs de la LÉE et qu'il s'y trouve suffisamment d'informations pour qu'elle puisse peser le pour et le contre du projet. La commission juge le dossier d'évaluation environnementale présenté au Ministère insuffisant pour les raisons citées, mais elle estime que l'évaluation environnementale englobant toutes les dépositions écrites et orales reçues par la commission pendant l'audience fournit suffisamment d'éléments pour lui permettre de prendre une décision.

Par conséquent, la commission juge l'évaluation environnementale acceptable.

Quantités et composition des déchets

En ce qui concerne les données relatives aux quantités et à la composition des déchets, il s'agit essentiellement de savoir si elles sont fiables et si l'on disposera d'assez de déchets avec un contenu énergétique suffisant pour que l'usine fonctionne de manière efficace sans réduire les incitations à la réduction, à la réutilisation et au recyclage des déchets.

M. David Merriman, de la société MacLaren Engineers Inc., consultant pour le plan directeur de gestion des déchets de la région de Peel, a témoigné devant la commission au sujet de la planification de Peel en matière de gestion des déchets. Les données du plan constituent la principale source d'informations sur les quantités et la composition des déchets dont on se soit servi pendant l'évaluation environnementale.

ANNEXE F

Trois voies décisionnelles

TROIS VOIES DÉCISIONNELLES

PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

LE MINISTÈRE EN FAIT L'EXAMEN
ET EN AVISE LE PUBLIC

EXAMEN PUBLIC DE 30 JOURS

ACCEPTATION DU MINISTRE

ACCEPTATION DU MINISTRE

AUDIENCE

EXAMEN PUBLIC DE 15 JOURS

EXAMEN PUBLIC DE 15 JOURS

AUDIENCE

LA COMMISSION DES
ÉVALUATIONS
ENVIRONNEMENTALES
PREND UNE DÉCISION QUANT
À L'ACCEPTATION DE
L'ÉVALUATION OU
L'AUTORISATION DE
L'ENTREPRISE

LA COMMISSION DÉCIDE D'AUTORISER
OU NON L'ENTREPRISE

LE MINISTRE PREND SA
DÉCISION AVEC L'APPROBATION
DU CABINET

LE CABINET A 28 JOURS
POUR MODIFIER LA DÉCISION
DE LA COMMISSION

LE CABINET A 28 JOURS
POUR MODIFIER LA DÉCISION
DE LA COMMISSION

DÉCISION FINALE
LE PROMOTEUR EST
AUTORISÉ OU NON
À EXPLOITER
L'ENTREPRISE
AVEC OU SANS
CONDITIONS

DÉCISION FINALE
LE PROMOTEUR EST
AUTORISÉ OU NON
À EXPLOITER
L'ENTREPRISE
AVEC OU SANS
CONDITIONS

DÉCISION FINALE
LE PROMOTEUR EST
AUTORISÉ OU NON
À EXPLOITER
L'ENTREPRISE
AVEC OU SANS
CONDITIONS

- ° Copies of this publication are available in french from the Environmental Assessment Branch, Environment Ontario, upon request (416-440-3450).
- ° On peut se procurer cette publication en français en s'adressant à la Direction des évaluations environnementales d'Environnement Ontario (416-440-3450).